

# La requalification des jardins ouvriers municipaux de Tarare (Rhône)

---



Emmanuelle CÔTE  
Tours

Projet Individuel  
Magistère 1  
2003 - 2004



Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement  
Université François Rabelais  
Parc Grandmont  
37200 TOURS

# La requalification des jardins ouvriers municipaux de Tarare (Rhône)

---

Tuteur : Monsieur Eric Thomas

Emmanuelle CÔTE  
Tours

Projet Individuel  
Magistère 1

2003 - 2004

## REMERCIEMENTS

---

Je tiens à remercier toutes les personnes qui, par leur aide, leur soutien, et le temps qu'ils m'ont accordé, ont contribué à l'élaboration de ce projet, en particulier :

Monsieur Eric Thomas, mon tuteur au CESA,

Monsieur Robert Lamy, Maire de Tarare,

Monsieur Jean-Pierre Jacquemot, des Services Techniques de la Mairie de Tarare,

Madame Isabelle Fabrello du Service Documentation Archives de la Mairie de Tarare,

Madame Catherine Leseigneur, chargée de mission pour la réhabilitation du quartier de la Plata,

Madame Pascale Paillason, adjointe et responsable de la Commission des Jardins ouvriers de Tarare ;

Je tiens également à remercier chaleureusement tous les jardiniers qui m'ont accueillie, ma famille (et en particulier Robert, Régine, Marysette et Jean), mes amis et Malia, Zoé et Simon pour leurs illustrations.

# SOMMAIRE

---

<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>1</b>
<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>I. TARARE : UNE VILLE MARQUEE PAR SON PASSÉ INDUSTRIEL .....</b>	<b>6</b>
A. Localisation et caractéristiques géographiques : une urbanisation encaissée dans le fond de vallée .....	7
B. Histoire industrielle .....	9
C. Contexte démographique .....	10
1. Une population qui ne cesse de diminuer .....	10
2. Une population vieillissante.....	11
3. Une population étrangère en baisse .....	12
4. Un parc de logement ancien.....	13
5. Une population active en majorité ouvrière .....	14
D. L'opération de rénovation urbaine du quartier de la Plata.....	15
1. Un quartier en rupture avec le territoire .....	15
2. Les enjeux du projet de renouvellement urbain .....	16
3. La place des Jardins ouvriers dans le quartier .....	16
<b>II. SITUATION DES JARDINS FAMILIAUX À TARARE.....</b>	<b>18</b>
A. Définition et fonctions des jardins familiaux .....	19
1. Contexte historique et juridique .....	19
2. Les multiples atouts des jardins familiaux .....	21
<i>Rôle écologique .....</i>	<i>22</i>
<i>Rôle urbanistique .....</i>	<i>22</i>
<i>Rôle social et culturel .....</i>	<i>22</i>
B. Les différents sites de jardins familiaux à Tarare .....	23
1. Les jardins du Centre hospitalier .....	24
2. Les jardins de la SNCF .....	25
C. L'Etat des lieux des jardins ouvriers municipaux.....	26
1. Le fonctionnement.....	26
<i>Un site en marge de la ville.....</i>	<i>26</i>
<i>Le contexte de la création .....</i>	<i>27</i>
<i>Le mode de gestion .....</i>	<i>27</i>
<i>Le Plan d'Occupation des Sols et le règlement intérieur .....</i>	<i>27</i>
2. Le diagnostic sociologique .....	28
3. Les dysfonctionnements .....	32
<i>Les inconvénients du site .....</i>	<i>33</i>
<i>L'inventaire des parcelles « non-conformes » .....</i>	<i>35</i>
<b>III. POUR UNE MISE EN VALEUR ET UNE REQUALIFICATION.....</b>	<b>37</b>
A. La requalification des jardins : d'un ensemble de jardins ouvriers... à l'émergence d'un espace vert.....	38
1. La réorganisation des jardins .....	38
<i>La redistribution des parcelles .....</i>	<i>39</i>
<i>La création d'espaces communs.....</i>	<i>41</i>
<i>La création d'une aire de stationnement .....</i>	<i>41</i>
<i>La remise en état de la voirie .....</i>	<i>42</i>

2.	Le traitement paysager .....	42
	<i>La remise à neuf des cabanons.....</i>	<i>42</i>
	<i>Les clôtures et les haies.....</i>	<i>46</i>
	<i>La gestion des déchets .....</i>	<i>46</i>
3.	La mise en relation avec les quartiers avoisinants.....	47
B.	Les propositions de gestion et financement.....	48
1.	L'intégration à une politique globale et transversale.....	48
2.	Les atouts d'une association de jardiniers.....	49
3.	Le financement .....	50
	<i>L'estimation du coût de la requalification .....</i>	<i>50</i>
	<i>Le mode de financement.....</i>	<i>51</i>
<b>CONCLUSION .....</b>		<b>52</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>		<b>53</b>
<b>TABLE DES FIGURES.....</b>		<b>54</b>
<b>ANNEXES .....</b>		<b>56</b>

## INTRODUCTION

---

Les jardins familiaux, individuels ou collectifs, sont des espaces en pleine mutation, certains devenant des terrains d'exploration sociale et économique capables de dérouter les décideurs. Leurs vocations se sont en effet largement diversifiées depuis quelques années : jardinage biologique, prévention et insertion socio-économique, pédagogie, animation, expérimentations économiques ou culturelles alternatives.

De nouveaux enjeux apparaissent désormais : comment parvenir à renouveler le concept, les formes, et les usages des jardins familiaux en les intégrant aux évolutions urbaines ? Comment continuer à explorer leurs multiples ressources sans que ceci ne conduise à une normalisation, à une perte du sens que ces jardins ont su conserver jusqu'à aujourd'hui ?

Les jardins ouvriers de Tarare sont encore loin d'aborder de tels enjeux. Leur fonctionnement et leur marque dans le paysage sont témoins du désintérêt des décideurs et des jardiniers pour en faire un espace à vocations multiples. L'absence de cadre institutionnel et réglementaire, le manque de disponibilités foncières (particulièrement à Tarare) qui remet en question le maintien des jardins ouvriers et la mauvaise image dont on les habille encore les expose, à la pression de l'urbanisation, aux réticences des décideurs locaux et parfois à l'opposition de certains riverains.

Les jardins familiaux offrent un grand nombre d'avantages et suscitent interrogations et pistes de réflexion pour l'avenir. L'analyse de la situation actuelle laisse à cet égard entrevoir quelques points forts : la réglementation peut, d'une part, par son imprécision, constituer une chance pour le développement des jardins : aucun cadre normatif ne s'impose véritablement ni sur le plan structurel, ni sur le plan morphologique. Tout peut par conséquent être inventé et proposé dans le domaine. D'autre part, le maintien de jardins familiaux permet de valoriser, même avec des investissements modestes, des emprises impropres à d'autres usages et actuellement à l'abandon (zones inconstructibles, délaissées de voiries...). Suivant leur place dans le tissu urbain, ils permettent de créer des transitions et d'améliorer la lisibilité des paysages.

Le contexte historique et démographique de cette commune industrielle marque le contexte économique et social des jardins ouvriers municipaux. Le quartier d'habitat social situé à côté des jardins est actuellement en projet de renouvellement urbain, mais la réflexion urbanistique s'est limitée au traitement de l'habitat et des espaces extérieurs, et à l'intégration du quartier dans la ville. Malgré la proximité des jardins, ils n'ont pas été intégrés à la réflexion par les techniciens et les décideurs.

L'absence de considération pour l'intérêt social, économique et environnemental d'un ensemble de jardins ouvriers témoigne de l'état actuel négligé de leur apparence. Ils restent néanmoins très importants pour la population qui les cultive, et qui regrette l'image négative qu'ils renvoient. Les jardiniers manquent d'indépendance et d'autonomie par rapport aux gestionnaires. L'esprit collectif est peu présent et se ressent dans les paroles de jardiniers.

L'exploration des nouveaux enjeux de ce territoire par les décideurs locaux peut faire émerger des prises de conscience et des politiques locales intéressantes. Aborder le sujet des jardins par le biais global et transversal permet de développer une politique sociale, urbanistique d'ensemble prenant appui sur un espace de jardinage que des habitants se sont appropriés.

Dans le contexte de la mixité sociale des jardins, les habitants peuvent prendre part aux décisions d'aménagement urbain. Cette aptitude à proposer et à décider pour des citoyens trop souvent exclus des discours techniques, économiques ou culturels, est une richesse qui peut trouver d'excellents points d'ancrage dans des ensembles de jardins.

Convention :

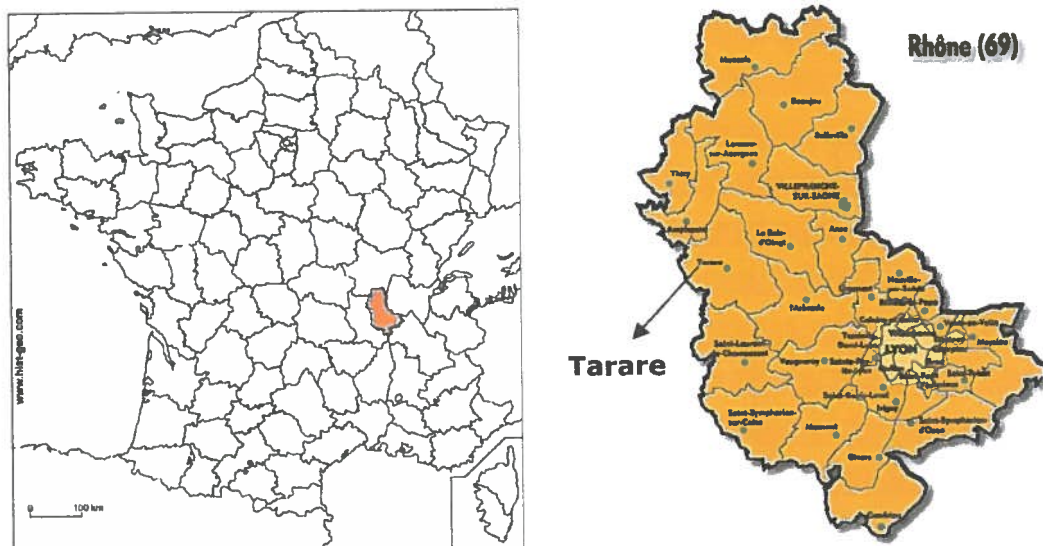
Etant donné leur appellation de « jardins ouvriers » depuis leur création au début des années 1980, par convention, j'emploierai ce terme uniquement pour les évoquer, ce qui me permettra ainsi de les différencier des jardins familiaux dont je parlerai dans un sens théorique ou à titre d'exemple.

## I. TARARE : UNE VILLE MARQUEE PAR SON PASSÉ INDUSTRIEL

---



## A. Localisation et caractéristiques géographiques : une urbanisation encaissée dans le fond de vallée



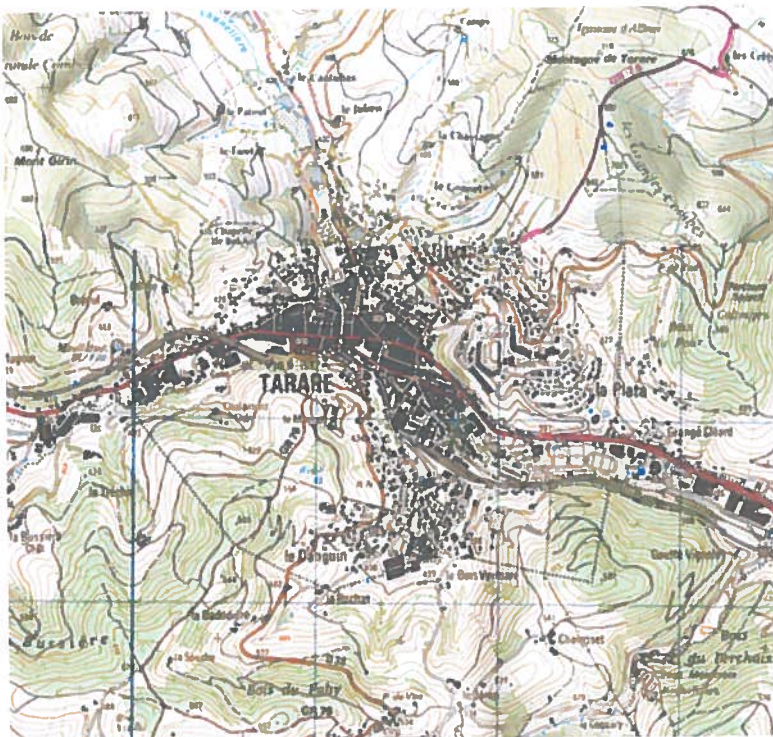
**Figure 1 : Cartes de la localisation géographique de Tarare**

Tarare est une commune de 10900 habitants qui se situe à l'extrême Ouest du département du Rhône, à mi-distance de Lyon et de Roanne (40 km) sur un axe de circulation important, la nationale 7. Le canton de Tarare se situe au sud des Monts du Beaujolais et sépare le couloir Saône-Rhône de la plaine du Forez à l'Ouest. Les Monts de Tarare constituent la ligne de partage des eaux Atlantique et Méditerranée. L'altitude y est relativement importante, on trouve des sommets de 800 à 950 mètres, ce qui rend le climat dur : les hivers sont humides et froids et les étés frais. C'est un massif montagneux ancien, dont les vallées sont étroites et profondes.



**Figure 2 : Photo d'une vue générale de Tarare**

L'origine du nom de la commune de Tarare, selon l'étymologie, veut dire « tarière », c'est-à-dire l'instrument qui creuse couloirs et passages, ce qui explique le site urbain encaissé dans les vallées creusées par deux rivières : la Turdine et le Taret. La commune s'étend sur 1400 hectares, en fond de vallée ainsi que sur les flancs des collines alentours, entre 380 et 735 mètres.



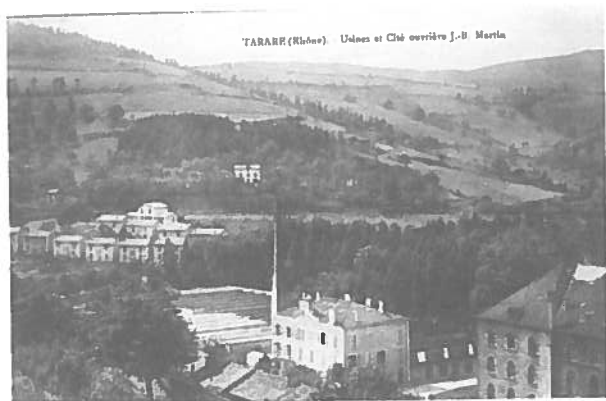
**Figure 3 : Carte IGN au 1/25000 de Tarare**

La topographie accidentée de la région offre l'avantage d'un paysage vallonné qui permet de découvrir de beaux points de vue à de multiples endroits dans la ville. En revanche, la commune peut rencontrer des difficultés quant à la recherche de terrains (plats) destinés à l'urbanisation. Leur rareté explique donc la pression foncière importante et la densité relativement

élevée de la ville. Cette topographie difficile ainsi que la nature du sol composé de roches cristallines dures sont à l'origine des terrains siliceux et acides qui rendent les pratiques culturales difficiles. L'agriculture est donc essentiellement tournée vers la sylviculture et l'élevage laitier. Les zones de plaine (rares dans le canton, sachant que 12 communes sur 17 sont classées en zone de montagne) permettent les cultures de vergers et de vignes.

La géologie de la région révèle une prédominance du granit (et très peu de calcaire), d'où l'excellence des eaux de source qui détermineront l'industrie textile locale.

## B. Histoire industrielle



**Figure 4 : Photo ancienne de l'industrie à Tarare**

Cette région est particulièrement marquée par l'industrie textile, notamment à Tarare, surnommée « Capitale du rideau ». C'est à partir du XVI<sup>e</sup> siècle que la région connaît un bel essor, lorsque le bourg devient une ville d'étape sur la « grande voie française » (l'actuelle nationale 7) de Lyon à Paris.

L'industrie textile est déjà l'activité principale de la région avec le tissage du lin et du chanvre. Mais c'est au XVIII<sup>e</sup> siècle que la ville devient vraiment une cité industrielle grâce à un entrepreneur, Georges Antoine Simonet, qui veut réaliser un tissu en coton transparent aussi fin que ceux de la Suisse (à Saint-Gall) ou de la vallée du Tigre (région de Mossoul en Irak) : la mousseline. Il pense que la tradition manufacturière et la proximité géographique de Tarare par rapport à Lyon constituaient des atouts pour implanter cette production aux techniques élaborées.

**Figure 5 : Photo d'une Fête des Mousselines**

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Tarare compte 15000 habitants et fournit du travail à 50000 personnes dans la région. La mousseline est utilisée principalement en voilage pour l'habillage des fenêtres et la ville devient ainsi le plus grand centre français de fabrique de rideaux au début du XX<sup>e</sup> siècle. La mousseline évolue et s'adapte à divers usages au fil du temps.



Mais les techniques nouvelles et le tissage mécanique au début du XX<sup>e</sup> siècle ont

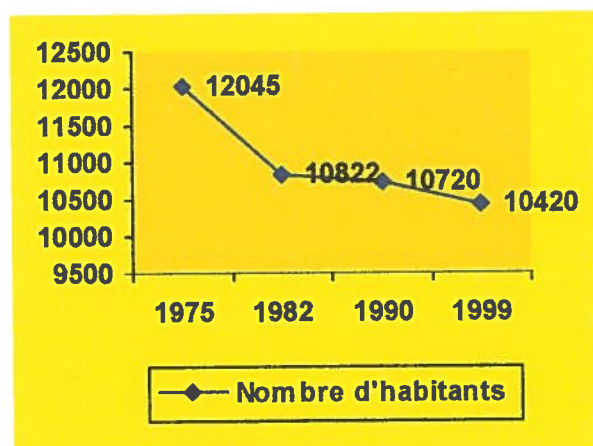
eu pour conséquence une récession due au rendement amélioré de la production. Cette récession s'est notamment ressentie par une baisse de la population dans certains villages ainsi qu'à Tarare, qui a perdu 31% de ses habitants de 1866 à 1946. En revanche, la main d'œuvre locale spécialiste des tissus fins comme le Tergal (fil polyester très fin) a permis à la ville, après la deuxième guerre mondiale, d'accéder au monopole quasi mondial du voile d'ameublement en Tergal (80% de la production nationale et 78% de la production mondiale).

Parallèlement à l'industrie textile se développe depuis 1947 à Tarare une industrie de matières plastiques de notoriété mondiale. La société Gerflor, anciennement Taraflex, produit des revêtements de sol haut de gamme qui ont équipé les salles des Jeux Olympiques.

Le tourisme a un poids économique faible à l'échelle de la ville. Comme l'indique le Guide du Routard : « Tarare ne dévoile pas facilement ses richesses aux visiteurs ». Cependant, elle est située dans une région dont les aptitudes touristiques sont certaines : les Monts de Tarare et le Beaujolais vert. Mais Tarare souffre encore d'une reconversion difficile due à la mono industrie textile, ce qui explique le faible dynamisme démographique connue par la ville depuis l'âge d'or de l'industrie textile au début du XX<sup>e</sup> siècle.

## C. Contexte démographique

### 1. Une population qui ne cesse de diminuer



**Figure 6 : Graphique de l'évolution de la population à Tarare entre 1975 et 1999<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> Source : INSEE, recensements de la population

	<b>1990-1999</b>
<b>Tarare</b>	<b>-2,8%</b>
<b>Canton</b>	<b>+3,2%</b>
<b>Département</b>	<b>+4,6%</b>

**Figure 7 : Tableau de la variation de la population à différentes échelles entre 1990 et 1999<sup>2</sup>**

Depuis 1975, la population n'a cessé de baisser. La commune a perdu 1625 habitants en 24 ans (13,5% de la population). Elle a pourtant connu un excédent naturel durant ces années (entre les deux derniers recensements, l'excédent naturel s'élevait à 150 personnes), mais le déficit des entrées sur les sorties de population était de 450 personnes.

## 2. Une population vieillissante

	<b>0 à 19 ans</b>	<b>20 à 59 ans</b>	<b>60 à 74 ans</b>	<b>75 ans et +</b>
<b>Tarare</b>	24.9%	50.5%	<b>15.1%</b>	<b>9.5%</b>
<b>Rhône</b>	25.3%	55.8%	12.3%	6.6%
<b>France</b>	24.6%	54.1%	13.6%	7.7%

**Figure 8 : Tableau de la population par tranche d'âge à trois échelles différentes en 1999<sup>3</sup>**

Si l'on compare l'évolution de la population de Tarare dans le temps, la tranche d'âge des jeunes a nettement diminué mais reste légèrement supérieure à la moyenne nationale. En revanche, la tranche d'âge des plus de 75 ans est en hausse constante depuis 1975 (+40.6%) et reste supérieure aux moyennes départementale et nationale (On constate la même chose pour la tranche des 60 - 74 ans).

En outre, sont disponibles depuis le dernier recensement des données qui individualisent les résultats par quartier, ce qui permet de préciser les orientations générales. Le quartier des grands ensembles de la Plata situé à l'est de la commune sur les hauteurs nous concerne particulièrement par sa situation géographique, parce qu'il est situé à côté des jardins ouvriers, et également parce qu'il est le lieu de résidence d'une majorité de jardiniers. Ne sont à ma disposition que des données concernant les tranches d'âge :

<sup>2</sup> Source : Service Documentation de la Mairie de Tarare à partir des données de l'INSEE, 1999.

<sup>3</sup> Source : Service Documentation de la Mairie de Tarare à partir des données de l'INSEE, 1999.

	<b>Femmes de 60 à 74 ans</b>	<b>Femmes de 75 ans et +</b>	<b>Hommes de 60 à 74 ans</b>	<b>Hommes de 75 ans et +</b>
Centre	326	267	229	121
Nord-Ouest	261	160	220	99
Sud	220	211	153	101
<b>Plata</b>	<b>87</b>	<b>14</b>	<b>77</b>	<b>17</b>

**Figure 9 : Tableau comparatif des données à l'îlot pour les tranches d'âges de 60 ans et +<sup>4</sup>**

On remarque donc que les données pour ce quartier ne confirment pas les tendances générales de la commune en ce qui concerne la répartition par tranches d'âge. La population est plus jeune et potentiellement active.

### 3. Une population étrangère en baisse

Le taux actuel est le plus bas depuis 1975. Pour 1999, une baisse de 18% est constatée, c'est à dire le double de l'infléchissement national. Cette baisse peut s'expliquer par une hausse des naturalisations (3.9% de la population est française par acquisition en 1999 tandis que seulement 2.2% le sont en 1990) et par une politique de contrôle des flux migratoires.

	<b>1975</b>	<b>1982</b>	<b>1990</b>	<b>1999</b>
<b>Population étrangère en %<sup>age</sup> de la population totale</b>	9%	10.2%	9.3%	7.8%

**Figure 10 : Tableau de l'évolution du taux de la population étrangère à Tarare de 1975 à 1999**

Malgré cette diminution importante, la moyenne reste supérieure à la moyenne nationale qui est de 5.6% en 1999. Parmi les étrangers, c'est la nationalité algérienne la plus représentée (49% des étrangers). 17.15% des étrangers sont turcs et 14.7% sont ressortissants de l'Union Européenne. Cependant, on constate une baisse du groupe des européens de 20.4%.

<sup>4</sup> Source : Service Documentation de la Mairie de Tarare, données Iris, INSEE.

#### 4. Un parc de logement ancien

	Logements	
	1999 (en %)	Evolution 1990-1999 (en %)
<b>Propriétaires</b>	30.3	7.4
<b>Locataires</b>	<b>66.7</b>	4.8
<b>Dont</b>		
<b>Logement non HLM</b>	26	-15.8
<b>Logement HLM</b>	<b>39.5</b>	23
<b>Logés gratuitement</b>	3	-33.7

Figure 11 : Tableau des résidences principales selon le statut d'occupation<sup>5</sup>

	1999 (%)	Evolution 1990-1999
Résidences principales	85.9	4.9
Résidences secondaires	0.7	3.7
Logements vacants	<b>11.9</b>	16.6
Logements individuels	27.1	<b>16.6</b>
<b>Logements dans un immeuble collectif</b>	<b>72.9</b>	1.1

Figure 12 : Tableau typologique des logements

<sup>5</sup> Source : Fiche profil logement, INSEE, 1999

La grande majorité des résidences principales reste du logement collectif. Mais depuis 1990, on constate un glissement vers la maison individuelle au détriment de l'habitat collectif. Malgré cette légère hausse du nombre des propriétaires, le taux reste très en dessous de la moyenne nationale. Le nombre croissant des constructions de maisons individuelles correspond à la tendance actuelle d'accession à la propriété.

Le parc de logements est ancien : 53.9% du parc a été construit depuis 1949 (67.9% dans le département, et 65.1% en France. Cependant, on peut constater un regain de nouvelles constructions depuis 1990 : 8.3% de logements ont été construits dans les années 1990 contre 5.8% dans les années 1980. Le type de logement le plus représenté est un immeuble de 2 à 9 logements construits avant 1915 : 24.3%. De plus, une grande opération de renouvellement urbain est actuellement en projet sur les grands ensembles de La Plata.

### 5. Une population active en majorité ouvrière

	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Ensemble</b>
Actifs	2473	2070	4543
Ayant un emploi	2184	1755	3939
Salarié	1973	1637	3610
Non salarié	211	118	329
<b>Chômeurs</b>	279	314	<b>593 (13.1%)</b>
<b>dont plus d'an</b>	129	146	<b>275 (6%)</b>

**Figure 13 : Tableau de la population active<sup>6</sup>**

On recense un taux important d'ouvriers (24.1% de la population totale et 50.1% des hommes) sur la commune même si ce taux tend toutefois à s'infléchir. Une meilleure qualification de la population ouvrière est également constatée. 26% des femmes sont employées de commerce, de bureau, ou bien fonctionnaires de catégories C et D et 22.3% des femmes sont ouvrières.

Le taux de chômage est de 13.1% : on constate un accroissement sensible par rapport à 1990 (8.1%) et un taux supérieur aux autres taux géographiques :

<b>Canton</b>	<b>Département</b>	<b>France</b>
9.5%	11.4%	12.9%

**Figure 14 : Tableau comparatif du taux de chômage à différentes échelles**

<sup>6</sup> Source : Fiche profil emploi, INSEE, 1999

## D. L'opération de rénovation urbaine du quartier de la Plata

Depuis 2001 s'élabore une réflexion entre la Ville et la Société Anonyme Habitat entre Rhône et Loire (HRL), propriétaire du parc de logements sociaux du quartier de la Plata sur la nécessaire réhabilitation du quartier. Construit dans les années 1970, ce quartier se situe à proximité des Jardins ouvriers municipaux. Il est donc important d'en comprendre les enjeux actuels.

Le projet initial des années 1970 prévoyait la construction de 1200 logements. Mais la crise que traversait le textile a (heureusement) contraint la maîtrise d'ouvrage à abandonner une partie du projet : « seulement » 299 logements furent construits sous la forme de deux barres imposantes sur les pans de la vallée.



**Figure 15 : Photo des deux barres du quartier de la Plata**

### 1. Un quartier en rupture avec le territoire

D'un point de vue physique, le quartier ne s'inscrit pas à l'échelle urbaine mais géographique. Sa construction a bouleversé l'occupation du territoire naturelle en fond de vallée. Malgré la construction de nouveaux logements par la suite, le bassin visuel des deux barres est démesuré à l'échelle de la ville.

La continuité du tissu urbain ainsi que celle de la pente est rompue. Malgré sa proximité géographique du centre ville, les connexions se font rares et l'accès au quartier est rendu difficile par les contournements successifs dus à la topographie. Le Parc Thivel, situé juste en dessous des deux barres, avait pourtant l'objectif de relier le quartier au centre ville, mais l'accès y est d'une part difficile, les entrées sont peu lisibles, et d'autre part, les cheminements intérieurs ne répondent pas au besoin de le traverser.

Dans l'ensemble, on observe une dichotomie entre la bonne qualité des logements, dont les habitants sont satisfaits, et la faible qualification des espaces extérieurs, dont les avantages ne sont jamais mis en valeur : les espaces qui donnent sur la vallée ont une vocation fonctionnelle et ne sont donc jamais mis en scène, les entrées se font en amont et ne sont matérialisées par aucun hall (entrée sur les demi niveaux). Les espaces privatifs sont entretenus correctement contrairement aux espaces communs qui souffrent d'une négligence collective.

## 2. Les enjeux du projet de renouvellement urbain

Un premier diagnostic réalisé par un cabinet d'urbanisme de la région Rhône-Alpes a mis en avant les principaux dysfonctionnements du quartier sachant qu'il ne répond plus aux attentes actuelles et qu'il concentre les nombreux problèmes liés à la densité importante du quartier. Le taux de vacance élevé l'indique en partie, ainsi que quelques données socio-économiques : le taux de chômage (22%), le taux de familles monoparentales (16%) ou encore le taux de la population âgée de moins de 25 ans (50%). Ces trois critères correspondent à la définition d'une Zone Urbaine Sensible, définie par la Loi d'Orientations sur la Ville de 1991, mais le quartier de la Plata n'a pas été intégré aux 751 Z.U.S. déterminées sur le territoire. Le nombre peu élevé de logements et la taille de l'agglomération expliquent en partie le fait que le quartier ne soit pas classé. Cette rénovation ne rentre d'ailleurs ni dans la Politique de la ville, ni dans un Contrat de Ville. Et l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine créée en 2003 a pour but de ne financer que les 751 Z.U.S. Elle n'accorde des subventions qu'à titre dérogatoire. Le dossier réalisé par la municipalité et la société HRL est donc en attente d'une réponse pour programmer plus précisément le phasage de l'opération.

Un des principaux objectifs du projet vise la résidentialisation du quartier et l'intégration au Parc Thivel situé juste en dessous. L'actuelle végétation a plutôt un effet d'écran qui sépare le quartier de la Plata du reste. Le bureau d'études a donc prévu une destruction complète de la barre inférieure, dont la restructuration serait trop onéreuse, et une destruction partielle de la plus grande barre pour en faire trois résidences distinctes. Les espaces extérieurs seront ensuite traités de manière à ce qu'ils épousent mieux la topographie qui n'était pas prise en compte jusqu'à maintenant. L'objectif est de créer des espaces qui permettent une transparence et une mise en scène de la vue qui est un des avantages principaux au site. (Cf. *Annexe 1*)

L'un des enjeux essentiel du projet réside dans la mise en relation du quartier avec le centre ville. La hiérarchisation de la voirie sera donc repensée de manière à mieux desservir les logements en assurant la sécurité et la tranquillité des habitants.

## 3. La place des Jardins ouvriers dans le quartier

Les jardins ouvriers se situent dans la continuité du quartier et figurent sur certains schémas du bureau d'étude (Cf. *Annexe 1*). Ils sont également évoqués par certains habitants-jardiniers lors de réunions de quartier. Cependant, ils ne

tiennent pas une place clairement affirmée de par la topographie qui les isole du quartier, et la cité scolaire située tout à fait en haut du quartier qui marque encore davantage la rupture physique entre les deux ensembles. Seule la route départementale crée un lien évident mais c'est une voie de transit qui ne permet pas de rapprocher les jardins de la Plata. Elle renforce le sentiment de sortir de la ville. La signalisation indique d'ailleurs la fin du territoire communal juste au dessus des jardins.



**Figure 16 : Photo de l'entrée des jardins et de la fin de la commune**

Les jardins ouvriers auraient une place légitime dans le quartier - certains jardiniers l'atteignent d'ailleurs à pied de la Plata en dix minutes - mais leur situation topographique reste une contrainte à cette intégration.

**Tarare est une commune de 10420 habitants qui souffre d'une reconversion industrielle difficile. Sa population a diminué de 13,5% en 24 ans et se compose encore aujourd'hui d'une majorité d'ouvriers. L'urbanisation dense du fond de vallée a été rompue par la construction d'un quartier de grand ensemble dans les années 1970 aujourd'hui en projet de renouvellement urbain. Les jardins ouvriers se situent en marge de ce quartier.**

## II. SITUATION DES JARDINS FAMILIAUX À TARARE

---



## A. Définition et fonctions des jardins familiaux

Il paraît nécessaire de retracer brièvement l'histoire des jardins ouvriers pour comprendre l'évolution des termes employés et pour définir ce que l'on rassemble aujourd'hui sous le terme de « jardins familiaux ». Afin de compléter l'approche historique de leur définition, nous évoquerons le cadre réglementaire peu précis des jardins familiaux, qui offre néanmoins l'avantage de contourner le risque de la normalisation de ces espaces de liberté et de détente.

De plus, les jardins familiaux offrent un grand nombre d'avantages et suscitent interrogations et pistes de réflexion pour l'avenir. Nous précisons donc ces nouvelles perspectives que les jardins familiaux peuvent apporter.

### 1. Contexte historique et juridique

Les « jardins ouvriers » sont historiquement, à l'origine des « jardins familiaux ». Apparus il y a cent ans au cœur du tissu industriel des grandes entreprises du Nord et de l'Est de la France, sous l'impulsion de l'abbé Lémire, avec la création en 1896 de la Ligue française du coin de terre et du foyer (LFCTCF), les jardins ouvriers devaient permettre aux familles ouvrières de subvenir à leurs besoins alimentaires d'appoint et de se recentrer sur la terre et le travail. Cette origine marque encore aujourd'hui l'image collective des jardins familiaux malgré une évolution moins restrictive depuis une vingtaine d'années.

Pendant de longues décennies, les jardins familiaux ont été gérés principalement par la puissante Ligue Française du Coin de la Terre et du Foyer qui a contribué à leur expansion en s'appuyant sur des valeurs chrétiennes et en appliquant un mode de gestion volontiers paternaliste : « Elle a pour but d'étudier, de susciter et de réaliser toutes les initiatives tendant à servir et à consolider la famille en l'établissant sur sa base naturelle : la terre et le foyer [...] elle assure l'indépendance et la dignité de l'homme et l'épanouissement de la famille[...] ».

Le XX<sup>e</sup> siècle, selon les événements est ponctué de périodes de croissance et de déclin : jusque dans les années 50, ils connaissent un essor considérable, notamment pendant la crise des années 30, et pendant les deux guerres mondiales. Les jardins jouent un rôle de premier plan dans la survie au quotidien des français. C'est l'époque où la moindre parcelle disponible est mise en culture.. Alors que la LFCTF ne recensait dans la France de l'avant-guerre que 75000 parcelles de jardins ouvriers, elle en dénombrait 250000 en 1943. L'essor que connurent les jardins ouvriers serviront à la fois à tenir la grève générale de 1936 plus longtemps et à étayer l'idéologie pétainiste pendant les années 40 ( en témoignent les actualités cinématographiques de l'époque montrant les mérites des « jardins du maréchal ») : ironie de l'histoire de ces jardins, sensés à l'origine fixer ces classes laborieuses – classe dangereuses ! - et les empêcher de se retrouver au bistrot pour y parler politique ! C'est en 1952 que l'appellation « jardin ouvrier » évolue vers le terme de « jardins familiaux », plus approprié au contexte social nouveau. Les jardins ne s'adressent plus uniquement aux

ouvriers comme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais à des pères de famille de condition modeste.

Le boom économique des « Trente Glorieuses » et l'urbanisation galopante changèrent le cours des choses : ils sont délaissés par les pouvoirs publics les jugeant inesthétiques, et archaïques, leur souci principal étant désormais de trouver des espaces pour construire des logements dans ce contexte de croissance démographique urbaine. Quant à la population, elle est engagée dans l'euphorie de la société de consommation et se désintéresse des vertus de la terre. L'enrichissement relatif de la classe ouvrière, l'urbanisation accélérée et la spéculation foncière entraînent alors la disparition de plus de 90% des jardins ouvriers.

C'est à partir de la crise des années 70 que les jardins connurent un regain d'intérêt. La situation économique se dégrade, et les déceptions de la production et de la consommation de masse inversent la tendance. C'est également le début du succès de thèses écologistes qui permettent ce retour à la nature. Mais l'aspect inesthétique et désordonné reste un obstacle à leur création : les jardins sont donc fournis avec des abris et des clôtures standardisées.

Pendant longtemps, les jardins ouvriers et familiaux n'ont été qu'une utilisation tolérée de l'espace, en marge de l'espace urbain, cachés. Depuis les années 80, une prise de conscience quant à leur place dans le paysage urbain et périurbain prend forme. On tente enfin de sauvegarder les espaces verts, sacrifiés pendant les « Trente Glorieuses ». En matière d'aménagement, de nouveaux enjeux se dessinent : il s'agit de considérer les jardins familiaux comme une richesse naturelle et sociale à intégrer à une politique globale et non comme un espace sauvage, laid, essentiellement destiné à occuper un vide provisoire.

D'un point de vue juridique, la législation reste imprécise. Hormis quelques rares dispositions, rien ne permet réellement d'assurer la création et la protection des jardins familiaux. Le statut juridique des jardins familiaux est défini par la loi du 26 juillet 1952 qui propose une définition unique : « Parcelles de terre que leurs exploitants cultivent personnellement en vue de subvenir aux besoins de leur foyer, à l'exclusion de tout usage commercial ».

Du point de vue de la réglementation nationale, le Code rural ne donne que les textes de base. Aucune référence particulière n'est mentionnée dans le Code de l'urbanisme. Le Code rural regroupe donc les principales dispositions législatives relatives aux jardins familiaux. La dernière en date est la loi du 10 novembre 1976, qui permet aux SAFER et aux collectivités locales d'exercer le droit de préemption. Cette loi reconnaît également le statut d'équipement social et de loisir, qui est rarement retenu sur le terrain, car dans les faits, les SAFER et les collectivités locales exercent ce droit de préemption uniquement sur la demande des associations de jardins familiaux. En cas d'expropriation, cette loi prévoit également la possibilité d'exiger la mise à disposition d'un terrain équivalent dans le cadre d'une opération d'utilité publique, mais uniquement pour les associations propriétaires. Dans les faits, les cas d'associations propriétaires restent rares, excepté celui de la LFCTF. L'application de ces textes est donc marginale.

Un groupe de travail nommé Groupement des Jardins Familiaux (GJF) constitué des principales associations jugées compétentes a élaboré en 1994 un projet de loi. Le GJF avait proposé un article permettant de définir clairement la notion de jardins familiaux. Certaines précisions auraient contribué à valoriser le rôle des jardins familiaux en ville : « Les jardins familiaux, facteurs d'insertion, de convivialité, de développement et d'équilibre social, incitent au respect de l'environnement et constituent des équipements collectifs indispensables à la cité moderne » ; mais cet article n'a pas été intégré au Code rural.

Concernant les subventions attribuées pour la création de jardins familiaux, l'article L.564-1 du Code rural précise que depuis la loi de décentralisation de 1982, ce sont les départements et les régions qui distribuent ces aides par le biais de la dotation globale d'équipement.

Parallèlement à la réglementation nationale, la prise en compte des jardins familiaux dans les documents locaux de planification reste également insatisfaisante. La reconnaissance de leur existence et de leur diversité par le législateur piétine, malgré les propositions du milieu associatif. Dans le Plan d'Occupation des Sols, les jardins familiaux peuvent être indifféremment inscrits en zones N ou en zones U. Leur inscription en zone NC ou ND les protège, en principe, de l'urbanisation. Les jardins inscrits en zones urbaines sont généralement associés à des quartiers d'habitat collectif ou intégrés dans un tissu urbain dense. Mais certaines dispositions prises dans les règlements des POS peuvent constituer un handicap à leur création, en particulier l'article qui interdit « les constructions qui, par leur nature, leur importance ou leur aspect, seraient incompatibles avec la sécurité, la salubrité, la commodité ou le caractère du voisinage. »

Un POS peut permettre de conserver et de créer des groupes de jardins familiaux, grâce à la définition de zones ou de classements spécifiques. Cependant, mieux vaut considérer le manque de précisions à leur sujet comme une chance et une liberté à saisir afin d'expérimenter davantage le champ des possibles que les jardins familiaux offrent.

## 2. Les multiples atouts des jardins familiaux

Les possibilités qu'offrent les jardins familiaux, en France ou ailleurs (notamment au Québec et dans les pays anglo-saxons) dépassent les seules fonctions économiques et ludiques qui sont aujourd'hui largement admises. Au-delà de ces fonctions traditionnelles et historiques, de nouvelles expériences tendent à prouver leur rôle d'éducation, d'insertion, et de renforcement du lien social. En revanche, les notions de protection des espaces sensibles, de gestion durable, ou encore de création artistique sont encore des champs peu développés, par manque d'information des jardiniers, de formation des acteurs sociaux et de volonté politique globale de la part des élus. Pour synthétiser, on peut regrouper les grandes fonctions des jardins familiaux en trois rôles principaux :

## Rôle écologique

Les jardins remplissent un rôle identique à tous les espaces verts : d'épuration chimique ; de fixation des poussières, des produits goudronneux et huileux ; de thermorégulateur ; et de préservation de la biodiversité : ils offrent parfois des secteurs de refuge pour l'avifaune et la flore fragilisés en milieux urbains. On peut ainsi créer un maillage de refuges à travers toute une agglomération, la rendant très pénétrable à la faune et à la flore sauvage. Paradoxalement, c'est dans les jardins que sont employées les plus fortes doses de produits phytosanitaires chimiques. Les jardiniers ont souvent la main lourde lorsqu'il s'agit de traiter quelques rangs de légumes. Malgré les nombreux règlements intérieurs qui limitent l'usage de produits chimiques à haute dose, les abris de jardin continuent d'abriter beaucoup de produits dangereux. Face à ce contexte, quelques structures d'accompagnement et de sensibilisation à des modes de production moins agressifs pour l'environnement et pour l'homme seraient bienvenus.

## Rôle urbanistique

Malgré la crainte des décideurs et des citoyens de voir se développer des « bidonvilles vertes », les jardins familiaux peuvent et remplissent souvent un rôle esthétique non négligeable. Ils permettent de valoriser des sites particuliers insérés dans le tissu urbain : délaissés de voirie, abords de voies ferrées, friches urbaines... Dans les quartiers d'habitat collectif, les jardins occupent souvent les espaces périphériques où ils constituent d'intéressantes zones de transition par la diversité des paysages qu'ils créent avec les tissus urbains limitrophes, qu'ils soient pavillonnaires, périurbains, ou ruraux. Ils renforcent ainsi la lisibilité grâce à la végétation qui souligne la limite des sites.

Les jardins familiaux en ville peuvent également être l'occasion de mettre en place des politiques locales de formation et de sensibilisation des professionnels de l'urbanisme et des espaces verts aux questions d'environnement, de cadre de vie, et de gestion différenciée des espaces verts en ville.

## Rôle social et culturel

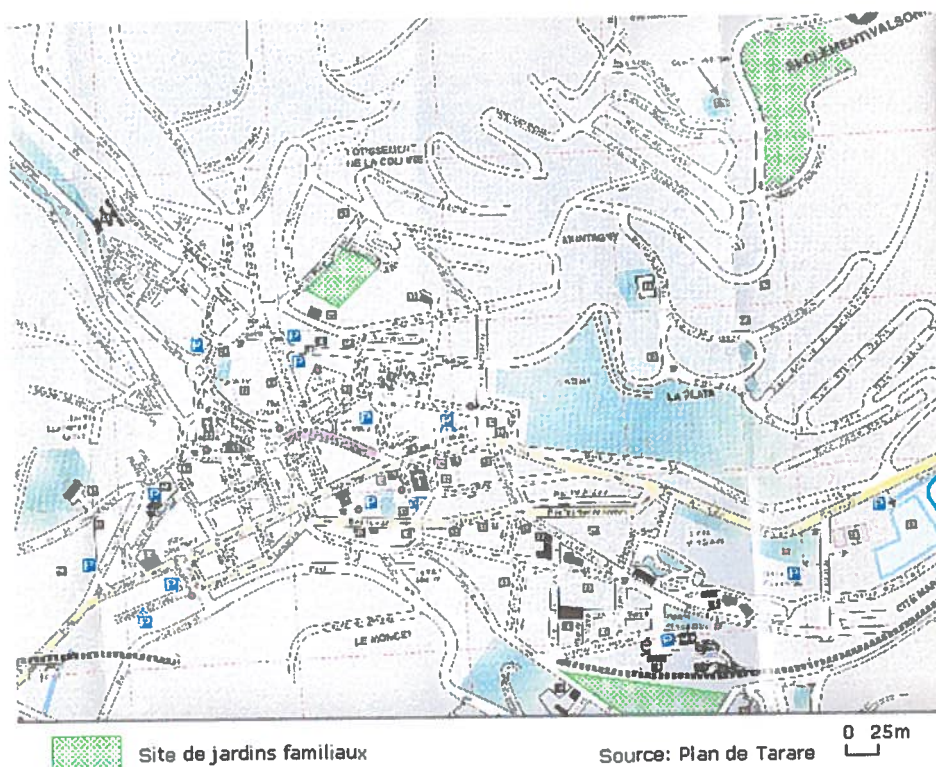
Lien homme nature : Le jardinage permet à chacun de retrouver un rapport à la culture de la terre, à l'observation de la végétation et de son évolution, tout en poursuivant un but de maîtrise d'un élément sauvage. Le jardinage développe l'art du geste, la patience et la prise en compte du temps.

Entretien de la sociabilité : Les relations de voisinage entre les jardiniers sont très importantes et jouent un rôle majeur dans l'appréciation du plaisir tiré du jardin. C'est aussi l'occasion de se retrouver, de cuisiner, si l'on considère le jardin comme un prolongement de la salle de séjour. Les moments passés dans les jardins permettent alors de faire découvrir de nouvelles traditions culinaires, de comparer et d'échanger des conseils en matière de production de graines et de plants. Un sentiment de solidarité se développe et se ressent comme un rempart aux maux de la société.

Education à la citoyenneté : Les activités d'éducation, de pédagogie, de sensibilisation à l'environnement peuvent trouver une place de choix dans les jardins. Les enfants font, par le biais du jardinage, l'apprentissage de la gestion du temps (cycle des saisons, rotation des cultures...), développent leur capacité d'observation, se relient au système de la vie et de ses cycles. Les jardins familiaux peuvent également apparaître comme de nouveaux types d'espaces urbains capables de restituer des pans entiers de citoyenneté à de nombreux habitants jusqu'alors lésés, à savoir des moyens d'appropriation de l'espace, et un sentiment concret d'appartenance à une collectivité.

Liberté individuelle et expression : Les jardins familiaux sont des espaces de production qui mêlent activité, espace et nature. Cette caractéristique en fait des espaces urbains à vocation originale et crée des modes de vie citadins où liberté et expression sont autorisées. C'est un espace maîtrisé et personnel qui a une dimension de résidence secondaire, distincte de l'habitation. Bien que l'alliance entre pratique culturelle et culturelle soit encore rare, le jardin peut être un excellent support à la création artistique. La stricte application des règlements n'autorise naturellement pas la spontanéité créative des jardiniers. La création artistique dans les secteurs de jardins est surtout réservée aux enfants, et dans des conditions d'encadrement et pédagogiques clairement définies. La crainte du « mauvais goût » autorisent les décideurs et parfois même les jardiniers à brider l'expressivité des usagers ou de ses voisins de parcelle.

## B. Les différents sites de jardins familiaux à Tarare



**Figure 17 : Localisation des sites de jardins familiaux à Tarare**

On trouve trois sites de jardins familiaux à Tarare : les trois confirment relativement bien l'image de « bidonville vert » que l'on confère habituellement

aux jardins familiaux même s'ils fonctionnent plus ou moins bien. Les jardins ouvriers municipaux regroupent le plus grand nombre de parcelles : environ 40, tandis que les deux autres sites proposent chacun une vingtaine de parcelles.

Le mode de fonctionnement de ces trois sites est comparable, mais la situation de dégradation n'est pas identique sur les trois sites : nous commencerons donc en comparant le fonctionnement des deux sites ainsi que leur situation puis nous étudierons plus précisément le fonctionnement des jardins municipaux pour mettre en avant les problèmes rencontrés.

## 1. Les jardins du Centre hospitalier



**Figure 18 : Photo des jardins familiaux du Centre hospitalier**

Ils se situent à côté de la maison de retraite Le Margaret et se composent de 20 parcelles qui vont de 171 à 254 m<sup>2</sup>. A première vue, il est difficile de considérer ce site comme un ensemble de jardins familiaux : les parcelles sont relativement grandes et

ne sont pas individualisées les unes des autres par une haie, une clôture, ou un chemin. L'espace privé n'est donc pas matérialisé. Il existe deux parties distinctes séparées par un mur. Le terrain est en pente douce, moins accidenté que le terrain des jardins municipaux. Etant déjà sur les hauteurs de la ville, le terrain offre une très belle vue sur le paysage vallonné de Tarare.

Les locataires ne travaillent pas forcément à l'hôpital. Le roulement des jardiniers se fait principalement grâce au bouche à oreille, il n'existe pas de liste d'attente spécifique aux jardins. Une annonce est éventuellement passée dans le journal local. La location de la parcelle se fait pour un an et elle est facturée 0.94 euros/m<sup>2</sup> et varie en fonction du prix de l'eau.

Une responsable est nommée au sein du personnel de l'hôpital pour veiller au bon fonctionnement et au respect du règlement des jardins. L'organisation actuelle des parcelles ne prévoit pas un cabanon par jardinier mais pour la première partie, un grand cabanon est disponible pour tous les jardiniers. De l'autre côté, des cabanons ainsi que des clapiers furent construits anarchiquement par les jardiniers contre le mur, bien que la place disponible soit restreinte.

Ces jardins présentent de nombreux avantages quant à leur localisation et à leur topographie, mais la maison de retraite Le Margaret ainsi qu'une autre maison de retraite située ailleurs dans la ville vont être transférées pour que tout soit centralisé à côté du Centre hospitalier. Comme le site du Margaret présente de nombreux avantages pour la ville de par leur situation et leur topographie

rare, les jardins seront manifestement supprimés. D'autant plus que la réhabilitation du quartier de grands ensembles de la Plata prévoit la destruction de 167 logements. Le site de cette maison de retraite se prêterait donc idéalement à la réhabilitation en logements sociaux, la ville étant contrainte de reconstruire 75% des logements détruits.

## 2. Les jardins de la SNCF

Il y a environ 25 parcelles organisées anarchiquement le long des voies SNCF. Le terrain est relativement peu pentu et se prête donc bien au jardinage. En revanche, les jardins donnent tout d'abord sur les voies SNCF puis un peu plus en hauteur sur les grands ensembles du quartier de la Plata : la vue n'est donc pas aussi agréable que sur les deux autres sites de jardins. Chaque parcelle n'est pas alimentée en eau mais une source est disponible et chaque jardinier en dispose.

Au départ la SNCF mettait à la disposition des cheminots des parcelles gratuites à cultiver. Aujourd'hui, ce ne sont pas forcément des cheminots qui cultivent les parcelles mais également des retraités de la SNCF ou bien du personnel intéressé, et les parcelles sont toujours gratuites. Il n'existe pas d'association pour gérer les jardins, mais deux jardiniers se sont portés volontaires tacitement pour gérer au mieux l'ensemble. Si un jardinier se montre récalcitrant au règlement, les deux jardiniers se permettent de prendre la situation en main au nom de tous et de prendre éventuellement des mesures si besoin est. Un accord tacite est donc plus ou moins passé entre les jardiniers qui ont l'air satisfait de la situation telle qu'elle est. Ils se connaissent tous et semblent partager des moments sympathiques sur leur parcelle. Cette situation est possible grâce au nombre limité des jardiniers qui peuvent discuter entre eux si un point du règlement ne leur convient pas ou s'ils souhaitent commander des graines en commun... Le règlement ne mentionne pas la possibilité d'une construction sur la parcelle, mais chaque jardinier s'en est construite une petite, souvent en bois, qui leur permet d'y déposer leurs outils. Les entorses au règlement se font donc avec l'accord de tous, sachant que la SNCF ne se soucie pas vraiment du bon fonctionnement.

**Figure 19 : Photo des jardins familiaux de la SNCF**

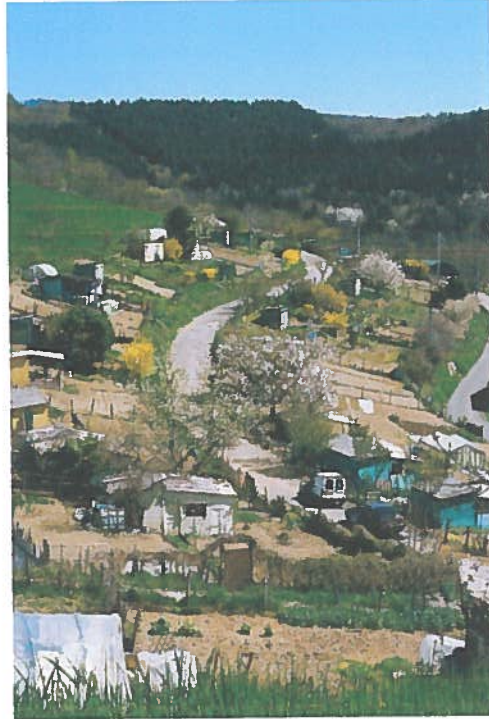


Ce type de fonctionnement montre la nécessité qu'une personne veille au bon fonctionnement d'une communauté de jardiniers même si le nombre de personnes concernées est limité.

Ces deux ensembles de jardins familiaux bénéficient d'une situation géographique intéressante intégrée au tissu urbain contrairement aux jardins

ouvriers municipaux qui sont excentrés, mais ils conservent également bien l'image négative due à une esthétique laissant à désirer.

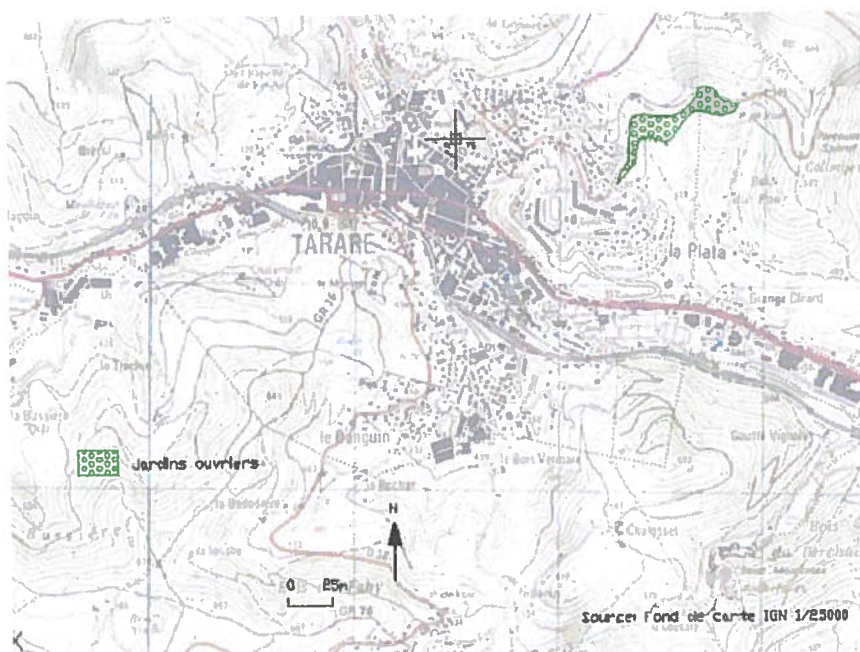
### C. L Etat des lieux des jardins ouvriers municipaux



**Figure 20 : Photo d'une vue du haut des jardins ouvriers municipaux**

#### 1. Le fonctionnement

Un site en marge de la ville



## Figure 21 : Localisation des jardins ouvriers municipaux

Les jardins se situent en périphérie Nord-Est de la ville, sur les hauteurs. Ils se situent à proximité (10 minutes à pied) d'un quartier de grands ensembles, La Plata (construit dans les années 1970), dont le projet de réhabilitation est en cours. Une part importante des jardiniers réside dans ce quartier. L'implantation de jardins familiaux en limite de quartier est un cas extrêmement courant et permet de créer des espaces extérieurs qui ne rentrent pas en concurrence avec d'autres usages et l'éloignement relatif donne aux jardiniers le sentiment de sortir du quartier d'habitation. Bien que dans le cas des jardins ouvriers de Tarare, la distance entre le quartier de la Plata et les jardins soit assez importante pour que les jardiniers se déplacent en voiture, on peut considérer leur situation géographique en limite de quartier. Cette localisation présenterait l'avantage d'assurer une transition entre des tissus urbains de nature différentes, bien que ce ne soit pas encore le cas...

### Le contexte de la création

La décision de créer des jardins ouvriers a été prise dans le cadre du contrat de ville moyenne adopté en 1978 (Cf. *Annexe 2*). Ils ont été mis en location à partir de 1980, le temps de créer une voie de desserte, d'alimenter le terrain en eau, de préparer les sols et de construire les abris de jardins. Le terrain a une superficie de 29685 m<sup>2</sup> mais la création de jardins n'a utilisé que 15000 m<sup>2</sup> dans le but de créer 60 lots. Certaines parcelles trop pentues ont souffert de l'érosion et ne sont plus louées actuellement, la route départementale passant au-dessus étant fragilisée. Il ne reste aujourd'hui que 38 parcelles qui sont louées.

### Le mode de gestion

La Mairie est seule à gérer les jardins depuis leur création. Les futurs locataires résidant obligatoirement dans le périmètre de la commune formulent une demande par écrit auprès de la Mairie, qui leur attribue une parcelle en fonction de la disponibilité. Une Commission municipale est théoriquement chargée de veiller au bon fonctionnement des jardins et au respect du règlement qui est resté identique depuis 1990 (Cf. *Annexe 3*). Elle est également censée délivrer les autorisations nécessaires à la construction de auvents, mais elle est dans les faits rarement sollicitée... Ce mode de gestion convient à certains jardiniers qui avouent être « tranquilles » et qui ne désirent pas particulièrement fonctionner différemment.

### Le Plan d'Occupation des Sols et le règlement intérieur

Les jardins sont classés en zone NC : « zones de richesses naturelles, à protéger en raison notamment de la valeur agricole des terres ou de la richesse du sol et du sous-sol. », et plus particulièrement en zone NCj, c'est donc « un secteur agricole destiné à l'implantation de jardins familiaux. » Ce classement les protège donc théoriquement de l'urbanisation, sauf si une révision du P.O.S. est envisagée, auquel cas la zone pourrait devenir constructible.

Le règlement, dont l'utilité laisse à désirer, reste cependant adapté à de tels jardins, bien qu'il soit peu ou rarement respecté à la lettre. Les libertés qu'il

permet ont été trop largement saisies notamment en ce qui concerne la surface de la plate-forme et du auvent qui a progressivement évolué vers une construction relativement solide (suivant la méthode utilisée pour agrandir le auvent), d'autant plus que le cabanon d'origine est en béton : les jardiniers n'hésitent pas à utiliser des matériaux en dur... : les moellons sont ainsi largement cultivés ! Est inscrit de manière pourtant bien précise sur le règlement que : « Sont autorisés les aménagements suivants aux frais de l'occupant et **après en avoir reçu l'accord de la Commission et des Services Techniques de la Ville.** » :

- ❖ Aménagement d'une plate-forme de **20 m2 maximum** devant l'abri.

- ❖ Construction d'un auvent prolongeant l'abri **à condition que les dimensions de cet auvent n'excèdent pas 7 m2**. Les matériaux employés seront une charpente métallique légère avec couverture fibrociment de teinte analogue à celle de l'abri ou une couverture onduline translucide. L'auvent devra être peint de la même teinte que l'abri.

En revanche, ne figure dans le règlement aucune prescription en matière d'utilisation d'engrais et de fertilisants. Les jardiniers en font pourtant une consommation importante et avouent ne pas connaître les quantités nécessaires. Il serait bon de sensibiliser les jardiniers à l'utilisation de tels produits, dangereux pour l'environnement, comme pour l'homme.

## 2. Le diagnostic sociologique

Afin de mieux cerner la population présente sur les jardins, j'ai établi un questionnaire (Cf. *Annexe 4*). J'ai tenté d'avoir un entretien avec chaque jardinier afin d'obtenir plus de résultats. Les conditions climatiques ne m'ont malheureusement pas permis de les rencontrer tous : je n'ai pu interroger que 15 jardiniers sur 34.

L'intérêt de ce questionnaire a été de connaître plus précisément les conditions de vie des jardiniers, la fréquentation de leurs jardins, l'utilisation des parcelles et leur avis sur le fonctionnement général des jardins.

J'ai été confrontée à des problèmes linguistiques avec certains jardiniers qui ne parvenaient manifestement pas à s'exprimer en français. Je n'ai donc obtenu que des informations sommaires avec certains.

Dans les tableaux suivants, je ne prendrai en compte que 14 résultats, le 15<sup>ème</sup> n'ayant pu répondre à aucune question.

Situation familiale	En couple avec enfants	Veuf (ve)	Célibataire
Effectif	13	1	0

**Figure 22 : Tableau de la situation familiale des jardiniers**

Tous les jardiniers rencontrés sont en couple et ont des enfants : la moyenne se situe au-dessus de 3 enfants (3,57) par ménage. Je n'ai rencontré que trois couples ayant un enfant unique, et quelques familles avec 7 enfants. Ce sont les familles d'origine asiatique et turque qui représentent le mieux les familles nombreuses.

<b>Situation professionnelle</b>	<b>En activité</b>	<b>Au chômage</b>	<b>Retraité</b>	<b>En arrêt maladie ou en invalidité</b>
<b>Effectif</b>	5	1	3	5

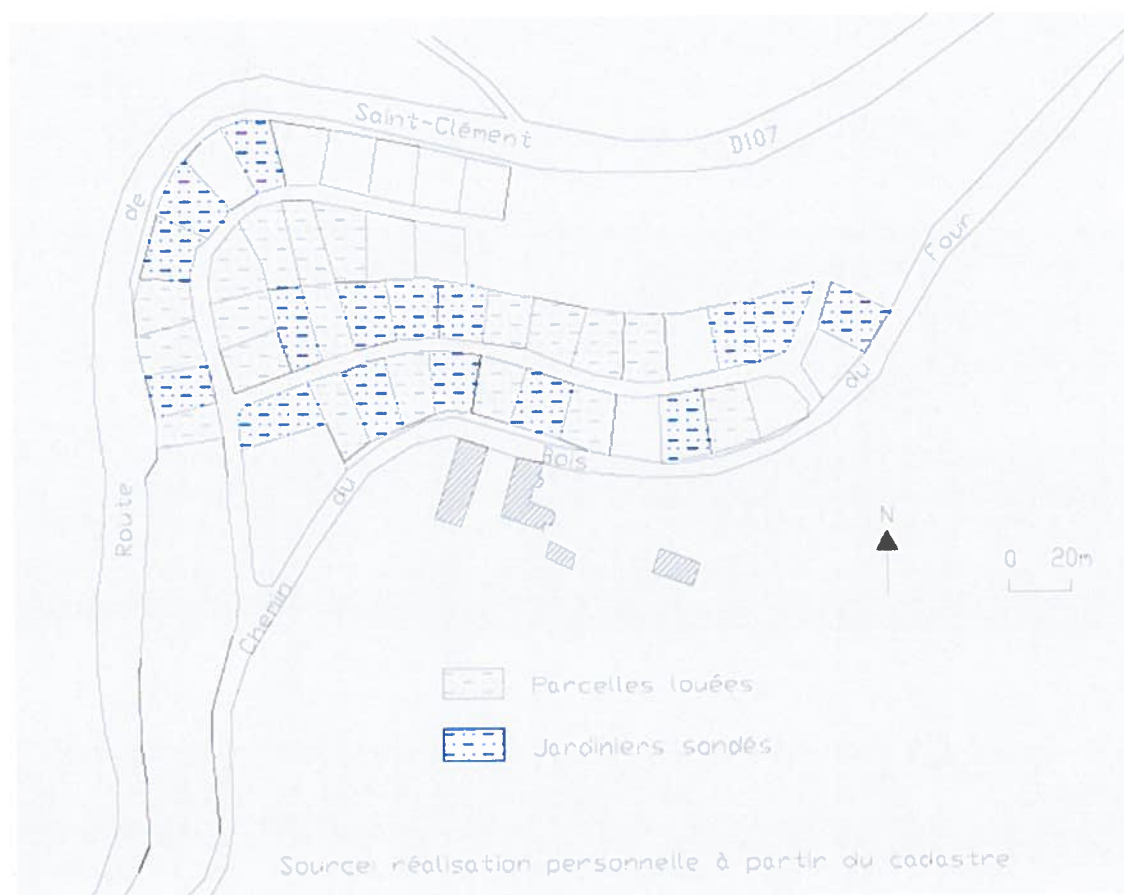
**Figure 23 : Tableau de la situation professionnelle des jardiniers**

Sur les 15 personnes rencontrées, seul un tiers des jardiniers est actuellement en activité. C'est un taux relativement faible qui rend compte de la relative précarité des conditions de travail des jardiniers. Ils sont nombreux à être ouvriers dans le textile.

Les conditions économiques des familles expliquent également le type d'habitat des jardiniers qui vivent tous en logement HLM. 16 personnes sur 37 habitent le quartier de la Plata, ce qui représente presque la moitié des jardiniers.

Attendu qu'ils n'habitent pas tous à proximité des jardins, une majorité utilise la voiture pour accéder à leur parcelle. 5 habitants de la Plata sur 7 viennent autant à pied qu'en voiture. 10 minutes leur suffisent pour atteindre les jardins. Tous viennent plus d'une fois par semaine, voire quotidiennement (si les conditions météorologiques le permettent...), la situation professionnelle n'entrant pas en compte dans la fréquentation des parcelles. Seule la durée de présence sur la parcelle varie d'un jardinier à l'autre : un retraité ou un chômeur disposent de plus de temps qu'une personne en activité. Ces derniers ont d'ailleurs exprimé leur sentiment de s'occuper plus utilement dans leur jardin qu'au bistrot...

Toutes les parcelles ne bénéficient pas des mêmes caractéristiques topographiques. Ce sont les parcelles de la rangée du haut qui ont l'inconvénient d'une pente plus accentuée que les autres, la rangée du bas étant peu concernée par ce problème. Cette carte permet de situer les jardiniers rencontrés.



**Figure 24 : Carte des jardiniers sondés**

La pente est-elle un inconvenient ? →	Oui	Non
Création de terrasses ↓		
Oui	4	5
Non	1	4

**Figure 25 : Tableau de l'adaptation des jardiniers à la pente de la parcelle**

J'ai pu constater que la pente était rarement jugée comme un inconvenient malgré le nombre important de jardiniers qui ont créé des terrasses. Elles permettent parfois d'individualiser les cultures et d'apporter une touche esthétique bienvenue dans le meilleur des cas (quand les matériaux utilisés sont appropriés). Cependant, elles sont fréquemment inutiles et dégradantes pour la parcelle et pour le talus qui s'agrandit considérablement. Des tôles sont parfois utilisées pour retenir la terre mais l'objectif est rarement atteint sachant que des soutènements se créent juste en dessous des routes, ce qui les fragilise.

Quant aux abris, 13 jardiniers sur 15 l'ont agrandi, soit d'un simple auvent, soit d'une construction plus conséquente. Plus qu'un endroit destiné au rangement des outils, c'est fréquemment un lieu de repos aménagé qui permet

aux jardiniers de bénéficier d'un espace privé convivial, qu'ils ont souvent agrémenté d'une cheminée plus ou moins soumise à des normes de sécurité... Elle permet d'y faire cuire des aliments comme d'y faire brûler toute sorte de déchets.

La gestion des déchets est très approximative sachant qu'il n'existe que deux emplacements dédiés aux déchets verts. Il manque manifestement des poubelles ordinaires pour les autres déchets puisqu'une majorité de jardiniers utilise l'unique emplacement pour tous les déchets.

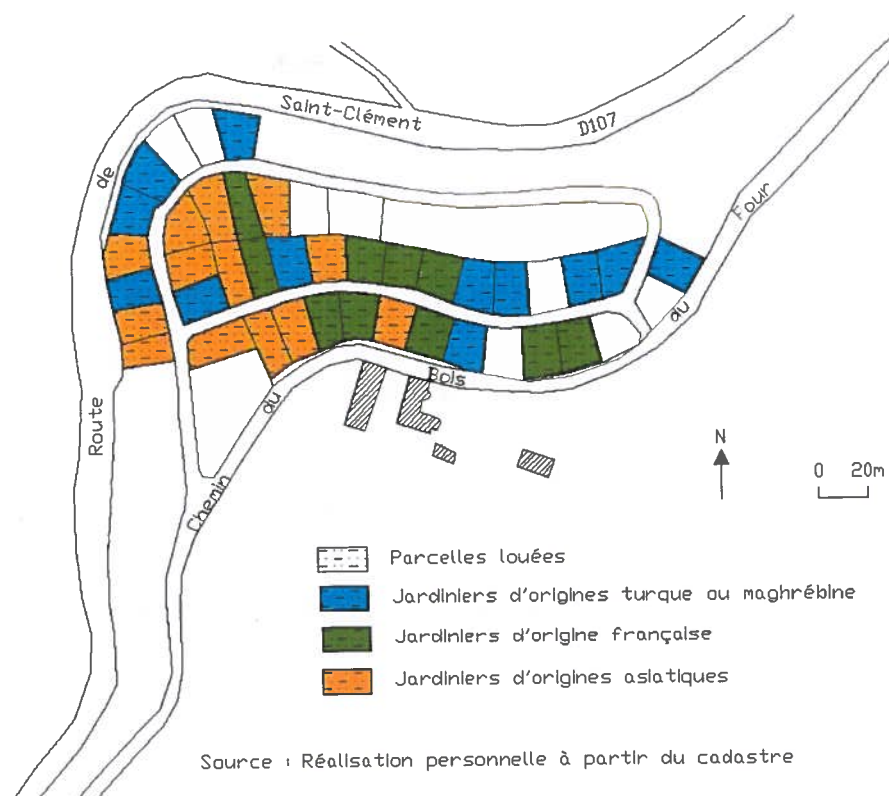
Déchets verts uniquement	Tous déchets confondus
5	9

**Figure 26 : Tableau de l'utilisation de l'emplacement réservé aux déchets verts**

Certaines initiatives sont pourtant rassurantes quant à la gestion des déchets puisque deux jardiniers compostent leurs déchets. Mais leur démarche n'est malheureusement pas aboutie sachant qu'ils utilisent l'emplacement réservé aux déchets verts pour justement y déposer ce qui n'en est pas !

La question du règlement intérieur ne pose aucun problème aux jardiniers malgré le respect très rare des règles. Ils le trouvent en général adapté aux jardins ou bien sont totalement indifférent. La gestion actuelle ne semble pas être un souci. Les jardiniers sont dans l'ensemble satisfaits de la situation telle qu'elle est. Une seule personne a exprimé son opinion par rapport à la gestion trop laxiste de la municipalité. Certains regrettent le manque de communication entre les jardiniers mais personne n'a émis de proposition pour un meilleur fonctionnement. Lorsque je leur ai fait part de la possibilité de créer une association, 9 personnes sur 14 ont jugé cette création utile et se sont dit prêtes à en devenir membre. Les autres ont, soit jugé cette idée utopique, soit n'ont pas compris l'intérêt d'une telle initiative. Certains ont également évoqué la « tranquillité » de la situation actuelle : la municipalité n'est pas très exigeante par rapport au règlement ce qui laisse des libertés à ceux qui n'attachent pas une grande importance aux aspects collectifs des jardins. L'esprit général des jardins est relativement individualiste. De plus, les différences culturelles n'apparaissent manifestement pas comme une richesse mais comme une contrainte pour certains. La langue semble être la première limite à la mixité culturelle.

*beaucoup !*



**Figure 26 : Carte des origines géographiques des jardiniers**

La répartition des parcelles montre le regroupement des jardiniers entre origines géographiques communes. Malgré des relations plutôt cordiales entre les gens, la communication ne s'établit réellement qu'entre les personnes d'une même origine qui se retrouvent facilement sur les parcelles pour discuter. Les français semblent être moins investis dans les relations de voisinage. Il est regrettable que la communication ne s'établisse pas plus, la motivation de certains pour créer un esprit plus collectif étant pourtant convaincante. Dans l'ensemble, personne ne semble investi au point de prendre des initiatives afin que les espaces collectifs soient moins dégradés. La majorité est consciente de l'image relativement négative que les jardins peuvent donner.

### 3. Les dysfonctionnements

Le problème principal auquel sont confrontés les jardins ouvriers municipaux est le manque d'intégration à une politique globale et transversale qui légitime leur rôle et leur fonctionnement sur le plan purement morphologique mais également sur un plan social et culturel. La Commission municipale chargée de gérer les jardins ne remplit qu'un rôle de « police » lorsqu'elle constate les problèmes de sécurité dus aux constructions importantes non conformes au règlement. Elle se déplace rarement jusqu'aux jardins et tente en vain d'expliquer aux jardiniers ce qu'elle attend d'un point de vue esthétique (Cf. Annexe 5). La communication ne s'établit pas réellement entre les jardiniers et la Commission municipale et le manque de représentation des jardiniers pose un problème évident de gestion des jardins.

d'expliquer aux jardiniers ce qu'elle attend d'un point de vue esthétique (Cf. *Annexe 5*). La communication ne s'établit pas réellement entre les jardiniers et la Commission municipale et le manque de représentation des jardiniers pose un problème évident de gestion des jardins.

Si dans l'ensemble les jardiniers affirment se préoccuper de l'aspect esthétique de leur parcelle, les abus de certains viennent ternir l'image générale que la population et les décideurs peuvent en avoir. Les jardins ouvriers sont souvent assimilés aux bidonvilles en raison de l'usage de matériaux de récupération utilisés pour la construction des abris, des clôtures, des réceptacles d'eaux pluviales...



**Figure 27 : Photos de parcelles représentatives de l'entretien négligé**

Le « pittoresque » de ces jardins, mis en valeur malgré eux par leur topographie, est loin de faire l'unanimité. Cette image de « bidonville vert » stigmatise quelque peu les jardins et leurs usagers. Le maintien de ces jardins en périphérie de la ville est largement dépendant de l'image, d'autant plus qu'un changement du zonage dans le Plan d'Occupation des Sols permettrait facilement à la Mairie d'en faire une zone constructible. Le site présente effectivement des inconvénients (surmontables) quant à la pratique du jardinage, mais il mérite d'être maintenu et entretenu sachant qu'il n'y a aucune possibilité de les délocaliser et qu'il y en a peu sur la commune.

#### Les inconvénients du site

Le site s'étend sur 29685 m<sup>2</sup> (les jardins n'en occupent que 15000m<sup>2</sup>) et l'altitude varie de 532 mètres à 508 mètres. Le dénivelé est donc relativement important. Cette topographie accidentée ne facilite pas la pratique du jardinage, d'autant plus que les perturbations météorologiques ne viennent pas arranger la situation : la pluie et le vent érodent les sols et fragilisent les talus. Une parcelle en particulier ne peut plus être cultivée, puisqu'elle est située tout à fait en haut des jardins, juste en dessous du virage. Toute l'eau s'écoule donc lors des averses et ravine le sol. Cette parcelle ne peut plus être louée, les jardiniers ne pouvant plus la cultiver simplement.

Certains jardiniers ne s'accommodant pas de la pente, ont tenté de créer des terrasses en creusant des soutènements et en retenant la terre grâce à des tôles : cette pratique présente différents inconvénients. D'une part, elle agrandit les talus qui ne sont pas entretenus et fragilise la route départementale qui passe au-dessus, et d'autre part, l'ajout de tôle est particulièrement inesthétique. Une culture en terrasse nécessiterait plus de préparation du terrain et l'utilisation d'autres matériaux.



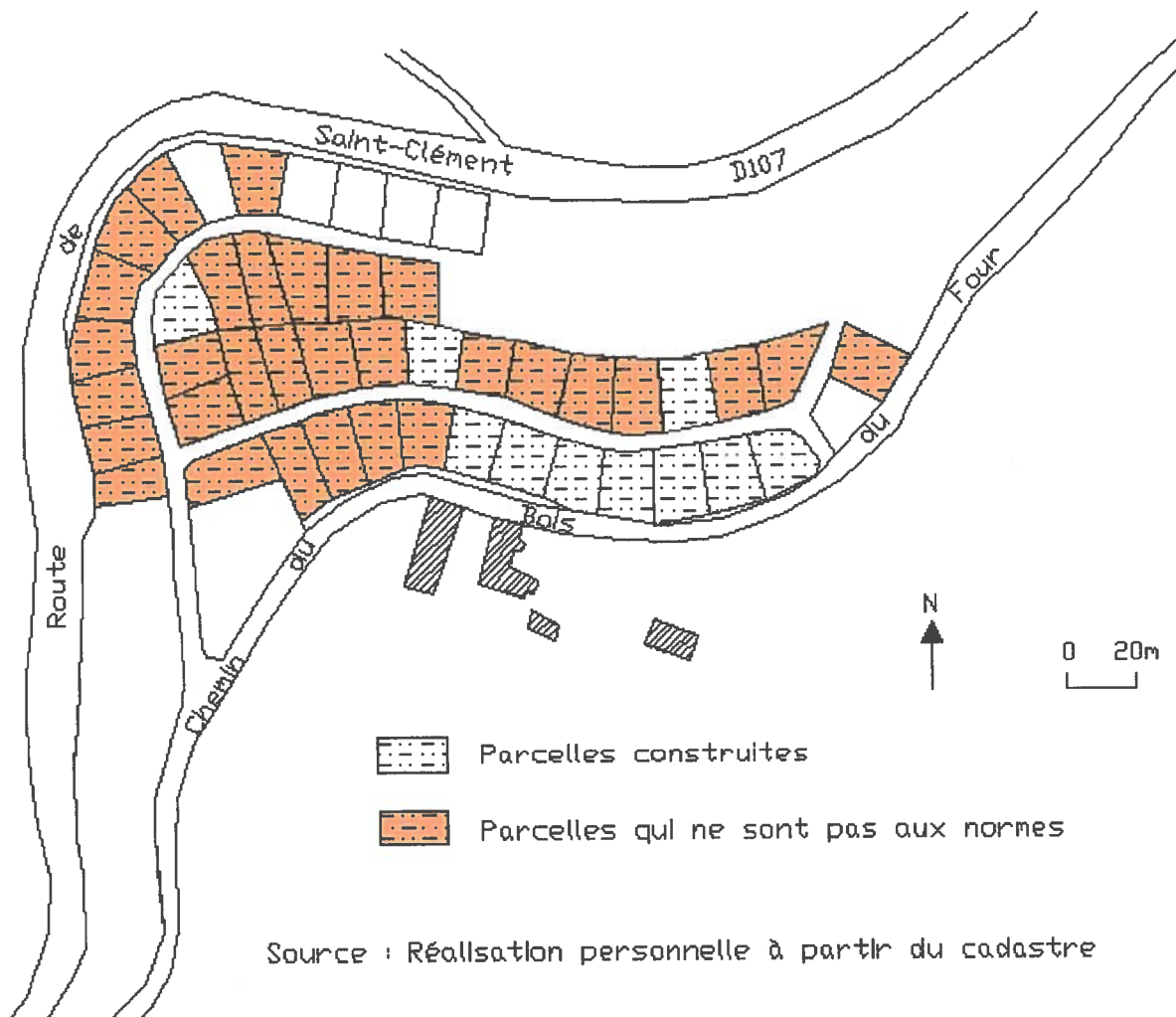
**Figure 28 : Photo de parcelle où la tôle est utilisée**

**Figure 29 : Photo d'un talus peu entretenu**



Le site vallonné sur lequel sont implantés les jardins exigerait plus d'entretien de la part des jardiniers, particulièrement au niveau des talus qui permettent l'accès aux parcelles et qui nécessiteraient plus de soin. D'autant plus que leur état les rend difficile d'accès et dangereux pour un public non averti. De plus, beaucoup d'enfants en bas âge accompagnent leurs parents pour profiter d'un endroit en plein air, mais rares sont les parents rassurés à l'idée de laisser leurs enfants courir sur la parcelle.

## L inventaire des parcelles « non-conformes »



Source : Réalisation personnelle à partir du cadastre

**Figure 30 : Carte des parcelles qui ne sont pas aux normes**



**Figure 31 : Photo d'un cabanon "hors normes"**

Sachant que peu de parcelles sont conformes au règlement et qu'il n'existe pas d'association, le moindre incident qui aurait lieu dans les jardins pourrait être de la responsabilité de la Mairie. Le principal problème concerne la construction des cheminées, qui pourraient potentiellement provoquer un incendie.

La proportion de parcelles conformes aux normes est faible et indique le manque de suivi de la part des gestionnaires.

**Les jardins ouvriers de Tarare ont été créés dans le cadre d'un contrat de ville moyenne au début des années 1980. Leur fonctionnement n'a pas évolué depuis leur création et ils souffrent aujourd'hui d'un manque d'intégration géographique et politique. Ils occupent une zone encore non urbanisée sans répondre à un réel besoin des habitants. Le manque de suivi de leur évolution en a fait un espace stigmatisé qui correspond à l'image de « bidonville vert » que l'on confère habituellement aux jardins familiaux. La non conformité des constructions de nombreuses parcelles avec le règlement montre le manque d'intérêt des jardiniers et des décideurs pour la mise en valeur d'un ensemble paysager intéressant.**

### III. POUR UNE MISE EN VALEUR ET UNE REQUALIFICATION

---



La diversité des formes de jardins familiaux montre la diversité des modes de fonctionnement. L'objectif principal de ces espaces est la mise à disposition de parcelles à des populations qui ne bénéficient pas de jardin privatif. Malgré cet objectif commun à tous les ensembles de jardins familiaux, leur place dans la ville, le contexte de leur création et le mode de gestion sont des éléments essentiels qui sont responsables de l'image des jardins.

Les jardins ouvriers de Tarare souffrent d'un manque de prise de conscience d'un espace collectif. L'individualisme des jardiniers, la gestion lointaine et la localisation en marge de la ville ont progressivement donné naissance à un espace marginalisé qui est loin d'être reconnu et accepté.

Cette requalification n'a pas pour objectif de voir émerger un espace artificialisé, normalisé et fermé, comme on peut en voir des exemples à Lyon (Cf. *Annexe 6*). Les jardins familiaux qui bordent le parc de Gerland à Lyon entretiennent l'image d'un espace aseptisé, dans lequel aucune liberté n'est permise. Ils sont certes, esthétiquement irréprochables, mais donnent tout de même l'impression de découvrir un lieu d'exposition de jardins familiaux. Ils manquent sensiblement de spontanéité et d'inventivité. De plus, l'ensemble est clos et n'est pas ouvert au public, ce qui limite l'intérêt de leur localisation en bordure d'un parc public. Leur fermeture au public renforce l'image d'une vitrine qui manque d'intérêt.

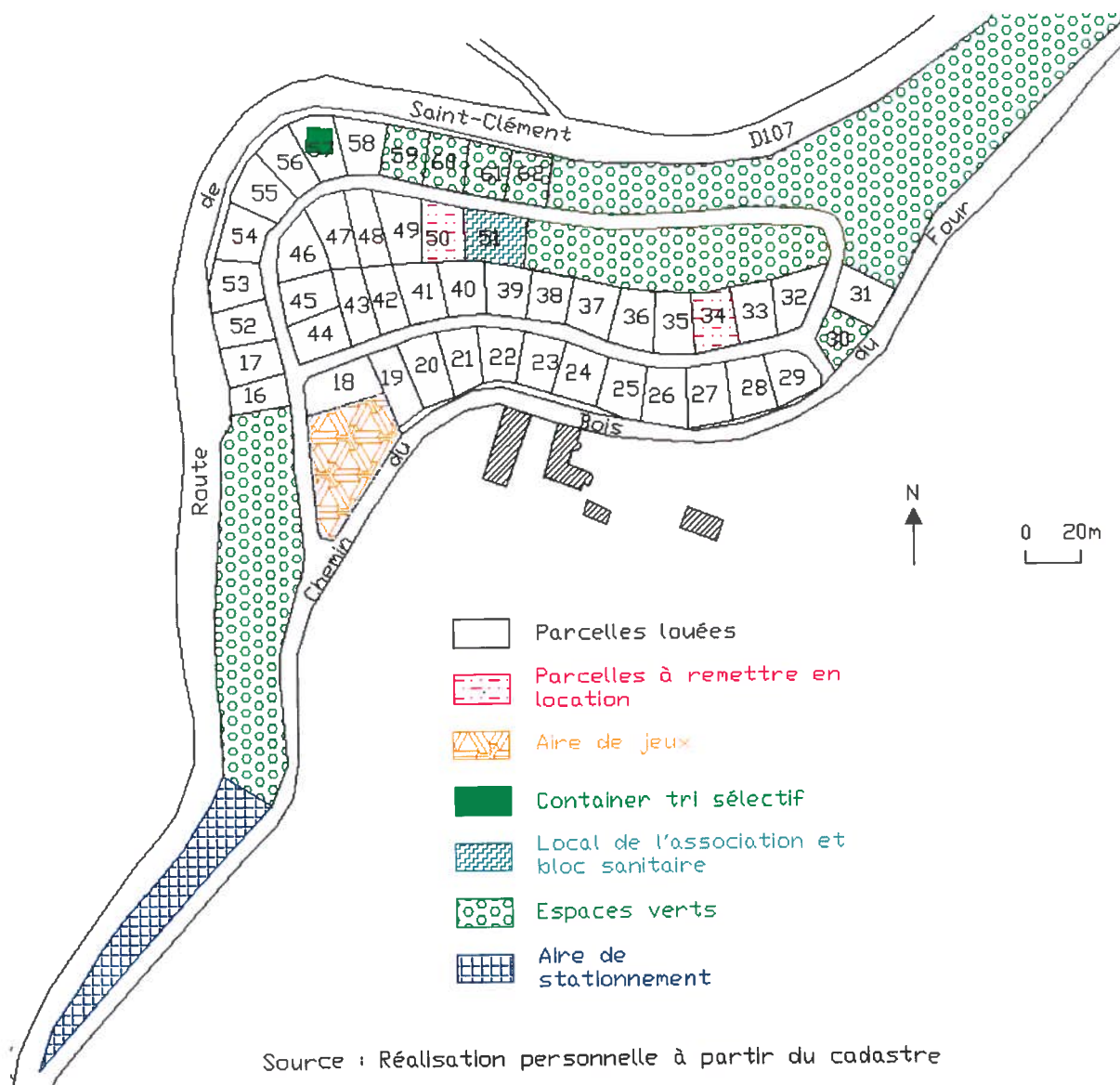
Le maintien et la requalification des jardins ouvriers de Tarare doivent être l'occasion de faire naître un espace de transition entre l'urbain et le rural, où cohabiteront espaces privatifs, espaces publics, et espaces communs issus d'une gestion collective. Pour changer l'image qu'ils dégagent actuellement, il est nécessaire (et indispensable) de normaliser quelque peu les parcelles et leur environnement. Etant donnée la topographie accidentée, la monotonie due à la normalisation est peu probable. Puis, un nouveau mode de gestion doit venir répondre au besoin de responsabiliser et d'autonomiser les jardiniers.

## A. La requalification des jardins : d'un ensemble de jardins ouvriers... à l'émergence d'un espace vert

### 1. La réorganisation des jardins

La réorganisation des jardins est nécessaire pour une réappropriation de l'espace qui n'est pas mis en valeur. Au fil du temps, des parcelles ont été retirées de la location puis laissées à l'abandon. Ces espaces délaissés peuvent répondre au besoin des jardiniers qui manquent d'équipement et de lieux collectifs. Un meilleur fonctionnement et un meilleur aspect seront rendus possibles grâce à la création de nouveaux espaces qui permettront également la cohésion des jardiniers.

L'ensemble des jardins étant ouvert en permanence, il est préférable que ces équipements soient réservés aux jardiniers uniquement. Certains équipements nécessiteront donc un accès limité grâce à la fermeture de l'espace. Chaque jardinier possèdera une clé afin de garantir la durabilité de l'équipement.



**Figure 32 : Carte de synthèse des propositions d'aménagement**

### La redistribution des parcelles

Attendu que toutes les parcelles ne sont actuellement pas louées ou ne sont plus cultivées, il semble nécessaire de repenser leur organisation afin de placer au mieux les espaces communs. Tout d'abord, les parcelles 58 à 62 ont été retirées de la location, les cabanons ont été démontés, il reste à les niveler pour leur redonner un aspect plus régulier. Cette opération est déjà programmée par la Mairie.



**Figure 33 : Photo des parcelles à niveler**

Il n'est pas nécessaire de les relouer sachant que leur pente est trop accentuée et que leur mise en culture fragilise la route passant au-dessus. Elles présentent cependant l'avantage de se prêter à la plantation d'arbres qui permettront de rendre le site plus agréable en hiver lorsque les jardins ne sont pas plantés. Une végétation plus abondante viendra « habiller » le site et le rendre plus chaleureux. Ces parcelles pourront ainsi être entretenues par le Service des Espaces Verts avec le reste du site qui n'est pas loué à des jardiniers.

Dans un second temps et selon la motivation des jardiniers, ces espaces pourront être entretenus par les plus volontaires ce qui permettra une appropriation de l'espace par les jardiniers qui profiteront d'une plus grande liberté d'expression.

Les parcelles 50 et 51 vont également être retirées de la location, la commission municipale n'ayant pas obtenu satisfaction des locataires d'un point de vue esthétique. La parcelle 50 pourra ainsi être relouée et la parcelle 51 agrandie afin d'y accueillir le local associatif ainsi que des toilettes (Cf. paragraphe suivant).

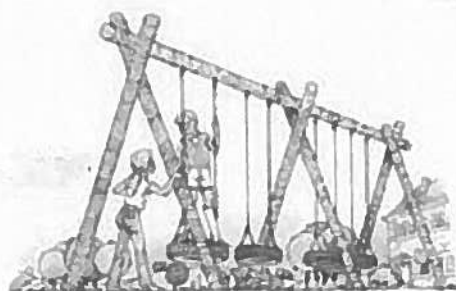
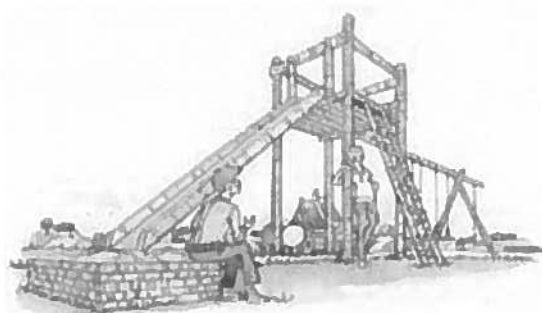
La parcelle 56 n'est également plus cultivable en raison de sa position: se situant juste dans le creux du virage, l'eau s'écoule plus abondamment, ravine le sol et abîme les cultures. Elle pourra donc accueillir l'espace dédié aux déchets verts (pour les personnes qui ne sont pas convaincues des avantages du compost) et aux autres déchets. Des containers adaptés au tri sélectif de la Communauté de Communes (en bois à l'origine) ainsi que des poubelles ordinaires seront disposées dans cette parcelle, qui sera plantée de haies plus abondantes afin de camoufler au mieux cet espace fonctionnel.

Les parcelles 29 et 34 pourront être relouées (la liste d'attente actuelle est de dix personnes). La parcelle 30 n'est plus louée et mériterait également d'être entretenue afin d'en faire un espace ouvert qui permettrait l'implantation d'un panneau d'information. Il aura pour but d'informer les visiteurs des possibilités de promenades à partir des jardins.

## La création d'espaces communs

Les jardins ne bénéficient d'aucun équipement qui permette de profiter de la parcelle durant toute une journée. L'aménagement de quelques espaces fonctionnels répondrait au besoin de nombreux jardiniers qui passent de longs moments sur leur parcelle, notamment en ce qui concerne les enfants et les besoins naturels.

- ❖ Une aire de jeux : sa position en contrebas sur un espace plat (un des seuls) offre pratiquement une vue sur tous les jardins. Cette situation permet à la fois aux parents de voir leurs enfants, mais également de rendre le site attractif pour d'autres enfants, puisque cet espace est visible au premier plan. Il n'est actuellement plus utilisé, alors qu'il se prête idéalement à cet usage. Un bac à sable et un toboggan seront adaptés aux plus jeunes enfants, tandis que les plus grands pourront profiter d'une balançoire ainsi que d'une structure à escalader. Le bois se prêtera mieux à l'intégration paysagère des jeux ; il sera également utilisé pour matérialiser l'espace grâce à des rondins de bois de tailles différentes qui entoureront l'aire.



- ❖ Il a existé un cabanon équipé de toilettes qui a été détérioré rapidement, mais son emplacement par rapport aux parcelles n'était pas idéal (emplacement de la nouvelle aire de jeux). L'expérience ayant été peu concluante, il sera préférable d'intégrer un cabanon du même type que les futurs cabanons (Cf. paragraphe suivant) sur une parcelle de la rangée du milieu. La taille de cette parcelle sera agrandie (de manière à accueillir le local associatif) et fermée comme les autres parcelles par un cadenas dont tous les jardiniers auront la clé.

- ❖ Dans la mesure où une association se créera, un local est nécessaire. Sa taille (70 m<sup>2</sup>) permettra d'accueillir les trente-cinq jardiniers pour y organiser réunions, apéritifs, pots... Il sera également un lieu administratif. (règlement des cotisations, commande de graines...)

## La création d'une aire de stationnement

L'aménagement d'une aire de stationnement permettra de favoriser la mixité de cet espace public. Afin que les promeneurs n'aient pas l'impression de pénétrer dans un espace privatif, une aire réservée au stationnement dégagera les allées qui pourront ainsi être vouées à un usage piétonnier uniquement.

L'emplacement au début du chemin qui mène aux jardins ne viendra pas polluer visuellement les jardins et permettra en même temps de matérialiser l'entrée et de signaler la présence d'un espace vert où il est possible de s'arrêter. De plus, cette aire de stationnement sera bienvenue pour combler le manque de places nécessaire au stationnement ponctuel des voitures de parents qui viennent chercher leurs enfants au lycée.

### La remise en état de la voirie

Les inondations de la fin de l'année 2003 n'ont fait qu'aggraver la dégradation de la voirie. Une subvention du Ministère de l'Intérieur pour « réparation des dommages aux biens non assurables » est attribuée à la municipalité, qui prévoit des travaux de réfection très prochainement, le devis estimatif et quantitatif ayant été fait. Une rénovation des canalisations est également envisagée.

Il aurait été préférable de créer des chemins de terre, sachant que l'aire de stationnement sera prévue pour répondre au besoin de stationnement des jardiniers ainsi que des promeneurs. L'utilité d'un revêtement en asphalté est donc remise en question à partir du moment où les voitures ne circuleront plus.

## 2. Le traitement paysager

L'intégration paysagère des jardins familiaux est un sujet épineux. Le recours fréquent à des professionnels du paysage ne présente pas que des avantages : c'est également l'occasion d'introduire un langage esthétique d'espace public urbain ou pavillonnaire mal adapté aux jardins familiaux. L'objectif n'est pas de gommer les origines historiques laborieuses des parcelles. Les choix à effectuer détermineront de toute façon l'image future des jardins. C'est donc une étape essentielle qu'il faut penser avec tous les acteurs concernés.

Avant d'envisager le risque de normalisation de la forme des jardins, compte tenu de l'état actuel de certaines parcelles, il faut nettoyer celles qui sont envahies de déchets, refaire les talus, de nouvelles clôtures autour des parcelles, ainsi que la plantation de nouvelles haies.

### La remise à neuf des cabanons

L'aspect du cabanon est essentiel puisqu'il va déterminer l'image générale des jardins. L'expérience actuelle a mis en exergue les problèmes liés à l'auto construction, qui fut pourtant bienvenue dans certains cas pour embellir le cabanon d'origine, dont le concept a besoin d'être renouvelé. En effet, il paraît difficile de parvenir à une image satisfaisante avec comme point de départ des constructions en béton aujourd'hui obsolètes.

**Figure 34 : Photo d'une auto construction :**

Cette cabane est tout à fait en dehors des normes, mais présente un intérêt esthétique et paysager très intéressant.



**Figure 35 : Photo d'un cabanon original**

Étant donné le manque d'unité et d'uniformisation des cabanons, il paraît incontournable dans le cadre d'une requalification de repenser les cabanons, leur fonction, et leurs matériaux. La démolition des cabanons et la reconstruction de nouveaux est importante et doit se faire en concertation avec les décideurs et les jardiniers. Une fois le matériau trouvé, différentes formes peuvent être proposées aux jardiniers afin de satisfaire le plus grand nombre. Le cabanon fait partie intégrante de la parcelle et représente l'espace privé du jardinier qui le personnalisera par la suite. Malgré l'hétérogénéité actuelle, de bons exemples d'appropriation de l'espace sont visibles :



**Figure 36 et 37: Photos de parcelles, dont l'espace est bien approprié**



Malgré le choix d'un unique modèle pour toutes les parcelles, un certain degré de liberté doit être conservé afin d'éviter l'effet « lotissement vert ». En ce qui concerne le choix du matériau, le bois semble le plus adapté d'un point de vue écologique et paysager. La forme homogène permettra une marge de liberté par rapport à la couleur choisie par le jardinier. De nombreuses formes sont possibles, et les innovations permises par ce matériau sont intéressantes :



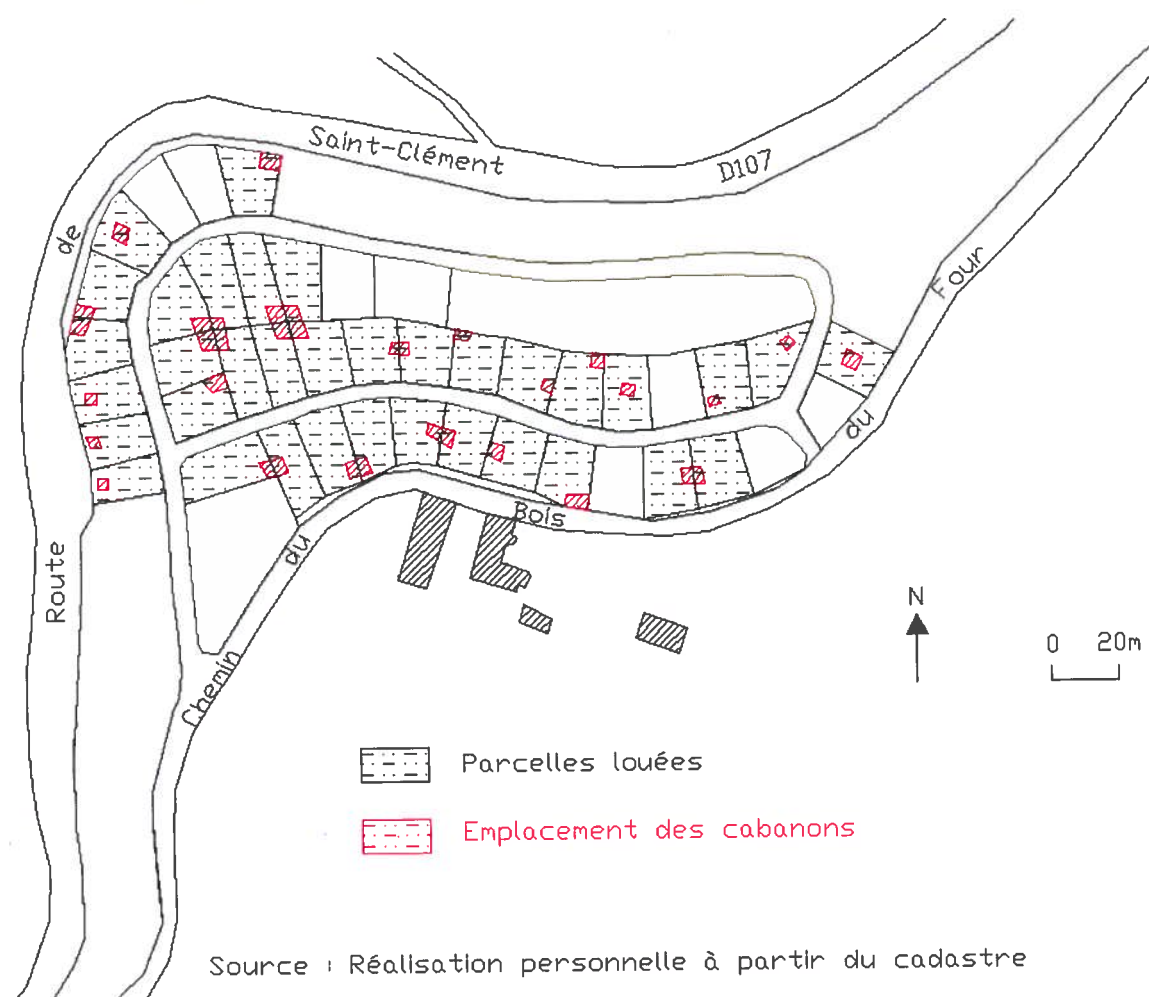
**Figure 38, 39, 40: Photos de cabanons en bois**

Le bois possède deux atouts environnementaux exceptionnels. Il est le seul matériau de construction entièrement renouvelable. Il n'entraîne pas, ou peu, de

prélèvements de ressources épuisables. Mis en œuvre dans la construction, il stocke le carbone et, ainsi, élimine le CO<sub>2</sub>. C'est donc un des seuls matériaux écologiquement durables.

L'ajout d'un simple auvent est envisageable dans la mesure où il permettra de créer une zone d'ombre et d'y installer tables et chaises. Mais les conditions figureront dans un règlement établi par l'association.

La place actuelle du cabanon sur la parcelle n'est pas forcément justifiée, sachant qu'à l'intérieur des allées, le promeneur a une vue de premier plan sur les systèmes de récupération des eaux pluviales. Dans la rangée du bas, cette disposition peut, certes, offrir l'avantage de préserver l'intimité du jardinier, mais ce n'est le cas que sur cette rangée. Une disposition irrégulière est envisageable et permettrait de diversifier les points de vue des jardiniers, et d'améliorer la qualité paysagère du site.



**Figure 41 : Carte de la nouvelle place des cabanons**

## Les clôtures et les haies

La dégradation actuelle des clôtures ne permet pas de les conserver telles quelles. Les tentatives des jardiniers en matière de création de terrasses ont altéré les clôtures. Il est donc indispensable de les remplacer, en les doublant d'une haie qui, malgré les racines, remplit des fonctions essentielles :

- ❖ Maintien de la terre et des talus ;
- ❖ Absorption des poussières, des gaz d'échappement, du bruit ;
- ❖ Protection contre le vent ;
- ❖ Habitat pour de nombreux oiseaux ;

Elles permettent également de préserver l'intimité des jardiniers en matérialisant le site sur lequel les jardins sont implantés. Une espèce persistante comme le fusain (*Euonymus japonica*) conviendrait, du fait de sa bonne persistance aux pollutions, mais de nombreux types de haies sont envisageables. Leur rôle esthétique est incontestable.

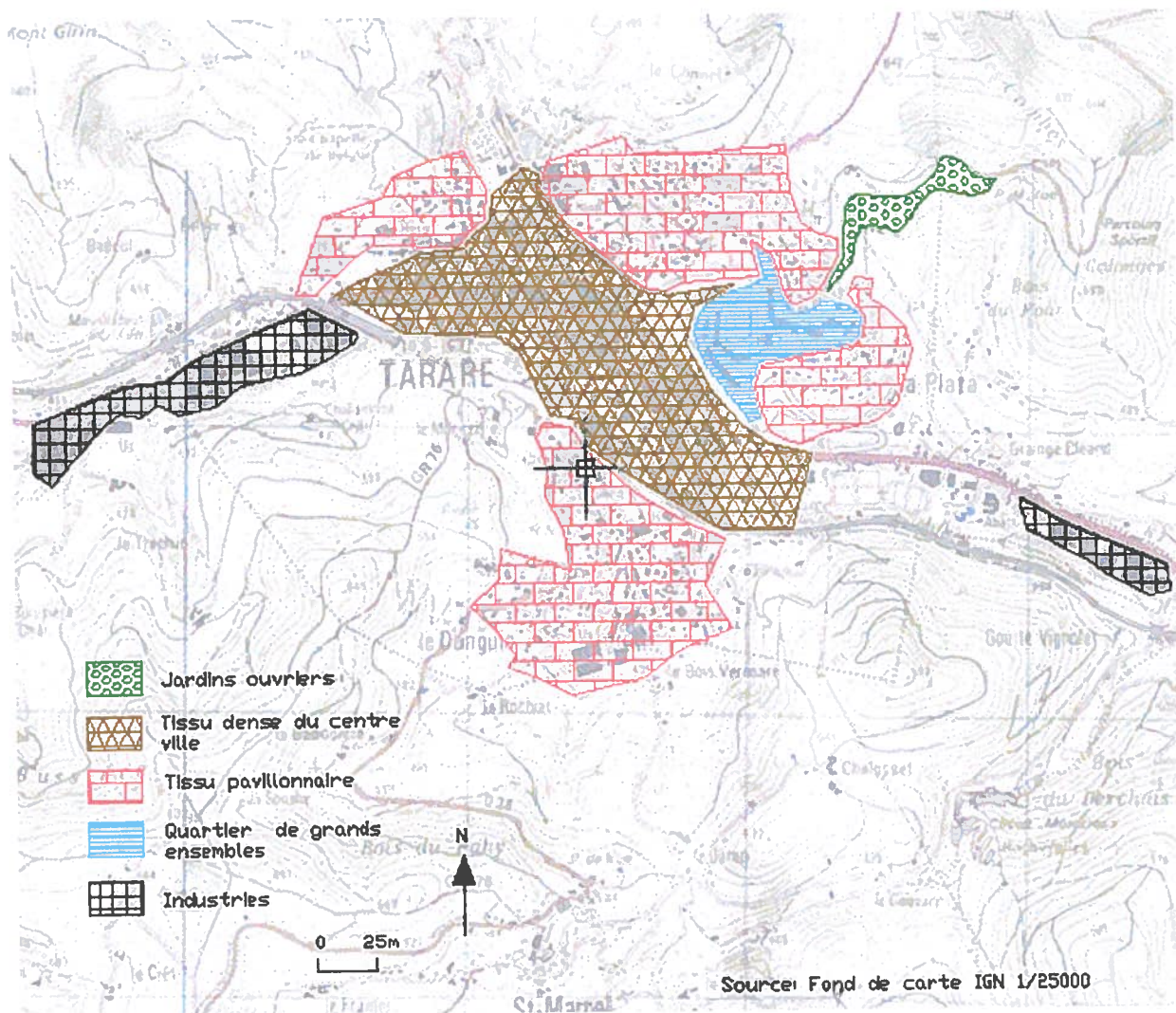
Entre les parcelles d'une même rangée, seule une clôture est nécessaire pour matérialiser l'espace. La plantation de haies fruitières serait également bienvenue, mais dépend surtout des envies des jardiniers.

## La gestion des déchets

Les déchets font actuellement partie intégrante du paysage, ce qui est regrettable. Le soin apporté aux parcelles par les jardiniers participe à la préservation de l'environnement. La quantité de déchets non organiques présente sur chaque parcelle (planches de bois, parpaings, tôles, gravats... Il est difficile d'établir une liste exhaustive !) altère la qualité et les potentialités du sol. La prise en charge des déchets par chaque jardinier est indispensable, mais elle doit être facilitée par la présence de containers qui faciliteront leur gestion, sachant que le compostage est préférable pour les déchets verts. Les déchets encombrants cités plus haut doivent être pris en charge par les jardiniers qui les déposeront en déchetterie. Tous les autres déchets trouveront un emplacement idéal soit dans les containers prévus à cet effet (verre, papier, poubelle ordinaire).

Il est nécessaire de sensibiliser les jardiniers au compostage et de les inciter à en fabriquer un. Le compostage permet de renforcer le stock d'humus dans le sol et d'améliorer sa fertilité. Son utilisation est simple et ne pose pas de problème d'odeurs s'il est bien entretenu. Des conseils pourront être donnés par une personne qualifiée pour démarrer le compost, et de la documentation sera disponible dans le local associatif.

### 3. La mise en relation avec les quartiers avoisinants



**Figure 42 : Carte des différents tissus urbains**

La topographie n'aidant pas, il est difficile de connecter les Jardins ouvriers au quartier de la Plata, étant donnée la rupture que le lycée marque. Il serait en revanche souhaitable d'aménager des liaisons piétonnes pour contourner la cité scolaire et en faire profiter les jardiniers qui viennent de la Plata. Cet aménagement facilitera l'accès des jardins à pied.

Les jardins ouvriers peuvent également devenir le point de départ d'une promenade sur le Chemin rural du Bois du Four qui mène à la Commune de St Loup.

## B. Les propositions de gestion et financement

### 1. L'intégration à une politique globale et transversale

Actuellement, les jardins ne sont considérés qu'à une échelle restreinte, et ne jouent un rôle que pour les jardiniers. Leur image est surtout négative et leur maintien ne reste qu'une hypothèse.

Ce changement d'image et de statut est nécessaire pour faire évoluer leur rôle.

La polyvalence des jardins familiaux (au plan social, culturel, environnemental...) exige que leur maintien soit repensé de manière « transversale », pluridisciplinaire, par les services municipaux. Ils ne peuvent pas être considérés comme des équipements comme les autres, tant ils échappent aux critères de la planification et aux grilles d'analyse des besoins en équipements publics habituellement employés par les décideurs.

Divers exemples ont montré l'intérêt de l'intégration de jardins dans le cadre d'un projet urbain, d'une charte pour l'environnement, d'une ZAC ou d'une réhabilitation de quartier.

Le projet de renouvellement urbain du quartier de la Plata est une occasion de repenser la place des jardins dans le quartier. Ils restent géographiquement en marge du quartier, mais y sont intégrés par les habitants. Les jardins peuvent devenir un outil de la politique sociale et environnementale en jouant un rôle de qualification sociale et de redynamisation de la vie du quartier. La dimension participative devient alors essentielle à intégrer. Permettre à un public qui n'a ni l'occasion ni l'habitude de prendre part aux décisions est une chance à saisir pour redonner un sens à la notion de citoyenneté.

Peuvent trouver une place légitime dans la politique des jardins ouvriers : la commission municipale, le service des espaces verts, le milieu associatif (social et culturel), les habitants du quartier. Une réflexion commune doit se mettre en place afin d'articuler les besoins de chacun.

De plus, la situation géographique en marge du quartier permet de mener une réflexion plus large à l'échelle de la ville. Elle devient un atout non négligeable qui présente divers avantages :

- ❖ L'isolement des jardins dû à la topographie donne le sentiment de sortir de la ville et de changer d'environnement pour une population dont les possibilités de partir en vacances sont souvent restreintes. Les immeubles du quartier de la Plata ne sont même pas dans le champ visuel.
- ❖ C'est un moyen d'articuler les différents tissus urbains et d'améliorer la lisibilité du paysage.
- ❖ C'est un espace mixte qui permet d'accueillir des citoyens et des promeneurs.

## 2. Les atouts d'une association de jardiniers

Selon la réglementation nationale en vigueur, les seules entités reconnues pour gérer les jardins sont les associations déclarées ou les associations d'utilité publique. Il existe quatre grands types d'associations :

- ❖ Les associations nationales ;
- ❖ Les associations locales regroupées en fédérations ;
- ❖ Les associations d'émanation municipale ;
- ❖ Les associations locales indépendantes.

La plus adaptée aux jardins ouvriers de Tarare serait celle d'émanation municipale puisque la commune aménage le site et l'association gère les jardins. Ce statut permettrait ainsi aux jardiniers de prendre de l'indépendance et de l'autonomie vis-à-vis de la municipalité. Elle permettra également d'impliquer et de responsabiliser les locataires. C'est essentiellement par rapport au respect du règlement, à l'entretien des parties communes, et à la meilleure ambiance au sein des jardins que cette association sera bénéfique. Cela nécessite évidemment des personnes motivées par ce projet pour y prendre part activement.

La rédaction d'un nouveau règlement par l'association sera l'occasion de débattre de l'importance de l'entretien des parties communes, du respect de l'environnement grâce à la proscription de certains matériaux et produits chimiques. Une personne qualifiée en matière d'environnement, employée par la Mairie, sera chargée de sensibiliser les jardiniers à toutes ces questions.

De plus, une association peut bénéficier plus facilement de subventions. Etant donné que l'aménagement est assuré financièrement par la commune, les cotisations serviront au fonctionnement de l'association : achat groupé de graines, entretien des parties communes, animations diverses...

### 3. Le financement

L'estimation du coût de la requalification

DESIGNATION DES OUVRAGES	PRIX en € TTC	QUANTITE	COUT TOTAL
<b>Parcelles</b>			
Démolition des cabanes	150	41	6150
Démontage et mise en décharge de la dalle	50	41	2050
Clôture galvanisée	15,5	1900m	29450
Portillons	60	41	2460
Abris de jardins en bois	792	41	32472
<b>Parties communes</b>			
Parking en bitume et marquage au sol	5	600m <sup>2</sup>	3000
Réfection de la voirie (Cf. Annexe 7)			30019,60
Container tri sélectif verre et papiers	2049	1	2049
Poubelles	250	4	1000
Bancs	345	3	1035
<b>Jeux</b>			
Toboggan 2/6 ans	3000	1	3000
Balancoire 6/12 ans	2015	1	2015
Structure à escalader 6/12 ans	6000	1	6000
Bac à sable	2160	1	2160
Sol de sécurité copeaux de bois	60	20m <sup>3</sup>	1200
Panneau d'information	298	1	298
<b>TOTAL TTC EN EUROS</b>			<b>124358.6</b>

Tous les tarifs tiennent compte des matériaux, de la livraison et de la pose.

## Le mode de financement

Etant donné que la ville n'a pas signé de Contrat de ville, les jardins ne peuvent bénéficier d'aucune subvention de l'Etat. Les financements du projet de Renouvellement Urbain du quartier de la Plata étant déjà difficilement assurés (à titre dérogatoire), il est impossible de les y intégrer. La municipalité assurera donc entièrement le coût de cette requalification.

L'association n'étant pas encore créée, aucune subvention n'est envisageable.

De façon à ne pas perturber les cultures des jardiniers, la meilleure période pour démarrer les travaux serait au début de l'hiver, de sorte que les locataires ne pâtissent pas de cette restructuration.

**La requalification des jardins ouvriers nécessite une remise en question du fonctionnement actuel pour désormais les considérer comme un moyen efficace de gérer l'espace de façon économique, écologique, et socialement intéressant. Les investissements nécessaires à l'émergence d'un nouvel espace mis à disposition d'un public plus large sont faibles à l'échelle d'une collectivité et permettent à une population rarement sollicitée de prendre part plus facilement aux décisions municipales.**

## CONCLUSION

---

Le retour des jardins familiaux dans les réflexions d'aménagement urbain est relativement récente. Les réalisations en la matière relèvent le plus souvent d'expérimentations que d'une politique clairement affirmée et suivie. Il est encore difficile d'appliquer des schémas prédéfinis à des territoires aux caractéristiques fort différentes. Chaque cas doit être évalué en fonction des conditions économiques et sociales de la collectivité, tenir compte de la vocation première des jardins, de leur forme juridique et de la volonté politique locale.

Les ensembles de jardins familiaux constituent un outil nouveau d'aménagement qui offre des possibilités pour gérer un territoire. Les exemples récents illustrent la diversité des projets. Les champs d'action concernent les domaines économique, socioculturel, pédagogique, citoyen, paysager, environnemental...

La création des jardins avait au départ une vocation clairement sociale visant les classes défavorisées. L'urbanisation galopante et la hausse généralisée du niveau de vie en ont réduit la portée. Leur subsistance est le résultat du développement de plusieurs courants. Certains jardins conservent leur vocation d'origine, aider les familles modestes à se nourrir sainement pour un prix modéré, récompense de l'effort personnel consenti. D'autres constituent une simple transition entre des vocations insuffisamment définies du territoire. C'est semble-t-il le cas pour les jardins ouvriers de Tarare. Les plus récents répondent à des nouveaux enjeux définis par les collectivités qui se cherchent de nouvelles expériences pour leur projet de territoire.

L'avantage non négligeable de cet aménagement réside principalement dans l'investissement restreint qu'il requiert. La prise de risque est infime et ne peut que faciliter même les plus réticents à s'essayer sur ce type de projet. Mais le succès dépend évidemment de l'implication de tous les acteurs, de la volonté politique des décideurs à l'appropriation par les habitants eux-mêmes.

L'accueil reçu sur place pour répondre à l'enquête programmée a été positif... Mais la réussite passe par un investissement pédagogique et par une communication adaptée au public concerné. Passer d'un « bidonville vert » habillé en jardin à un projet clairement affirmé par la ville et adopté par les acteurs suppose des moyens financiers certes modestes, mais surtout une implication politique des élus et techniciens pour permettre la valorisation de ce secteur.

On ne peut pas aborder ce projet sans prendre conscience que la requalification des jardins existants ne peut se confondre avec une création. Dans le premier cas, il faut surmonter l'épreuve du changement pour les usagers en place voire les décideurs. La remise en question des comportements habituels ne peut se faire que dans la durée. Les auteurs de la requalification devront donc consacrer beaucoup d'énergie pour mobiliser les usagers et atteindre l'objectif poursuivi : mettre en valeur un espace jusqu'à maintenant stigmatisé en conservant l'activité principale de jardinage, mais en y ajoutant une dimension paysagère et environnementale. La démarche poursuivie pour la mise en œuvre de ce projet supposait une bonne adéquation entre les usagers d'un lieu à la vocation en cours de dilution et des élus qui souhaitent lui redonner une fonction plus conforme à ses origines en incluant les enjeux nouveaux de la mixité des territoires urbains.

## BIBLIOGRAPHIE

---

*Les jardins familiaux, des espaces à cultiver*, Bergerie nationale, 1997.

CABEDOCE Béatrice, *Cent ans d'histoire des jardins ouvriers 1896-1996*, Editions Creaphis, Grâne, 1996.

CAUE du Rhône, *Jardins citoyens, Communauté urbaine de Lyon*, 1999.

CHRISTOPHE Jean-Claude, *Création et gestion des jardins familiaux*, Dossiers d'experts, La Lettre du Cadre Territorial, 1996.

GABRIEL Claire, *Les jardins familiaux dans les agglomérations urbaines : des espoirs, mais pour quel avenir ?*, Mémoire de DEA, Université des Sciences et Technologies de Lille, UFR de Géographie et d'Aménagement, 1993.

GNIS, *Ouvrez la ville aux jardins familiaux*, 1985.

HELBERT Yves (Sous la direction de Sophie Bernier), *Des jardins familiaux dans nos villes. Jardins, jardinage et politiques urbaines*, Collection *Réflexions*, Fondation de France, 1998.

## TABLE DES FIGURES

---

<b>Figure 1 : Cartes de la localisation géographique de Tarare .....</b>	<b>7</b>
<b>Figure 2 : Photo d'une vue générale de Tarare.....</b>	<b>8</b>
<b>Figure 3 : Carte IGN au 1/25000 de Tarare.....</b>	<b>8</b>
<b>Figure 4 : Photo ancienne de l'industrie à Tarare .....</b>	<b>9</b>
<b>Figure 5 : Photo d'une Fête des Mousselines.....</b>	<b>9</b>
<b>Figure 6 : Graphique de l'évolution de la population à Tarare entre 1975 et 1999 .....</b>	<b>10</b>
<b>Figure 7 : Tableau de la variation de la population à différentes échelles entre 1990 et 1999 .....</b>	<b>11</b>
<b>Figure 8 : Tableau de la population par tranche d'âge à trois échelles différentes en 1999.....</b>	<b>11</b>
<b>Figure 9 : Tableau comparatif des données à l'îlot pour les tranches d'âges de 60 ans et +.....</b>	<b>12</b>
<b>Figure 10 : Tableau de l'évolution du taux de la population étrangère à Tarare de 1975 à 1999.....</b>	<b>12</b>
<b>Figure 11 : Tableau des résidences principales selon le statut d'occupation .....</b>	<b>13</b>
<b>Figure 12 : Tableau typologique des logements .....</b>	<b>13</b>
<b>Figure 13 : Tableau de la population active.....</b>	<b>14</b>
<b>Figure 14 : Tableau comparatif du taux de chômage à différentes échelles .....</b>	<b>14</b>
<b>Figure 15 : Photo des deux barres du quartier de la Plata .....</b>	<b>15</b>
<b>Figure 16 : Photo de l'entrée des jardins et de la fin de la commune.....</b>	<b>17</b>
<b>Figure 17 : Localisation des sites de jardins familiaux à Tarare.....</b>	<b>23</b>
<b>Figure 18 : Photo des jardins familiaux du Centre hospitalier .....</b>	<b>24</b>
<b>Figure 20 : Photo d'une vue du haut des jardins ouvriers municipaux...</b>	<b>26</b>
<b>Figure 21 : Localisation des jardins ouvriers municipaux .....</b>	<b>27</b>
<b>Figure 22 : Tableau de la situation familiale des jardiniers.....</b>	<b>29</b>
<b>Figure 23 : Tableau de la situation professionnelle des jardiniers .....</b>	<b>29</b>
<b>Figure 24 : Carte des jardiniers sondés.....</b>	<b>30</b>
<b>Figure 25 : Tableau de l'adaptation des jardiniers à la pente de la parcelle.....</b>	<b>30</b>

<b>Figure 26 : Tableau de l'utilisation de l'emplacement réservé aux déchets verts.....</b>	<b>31</b>
<b>Figure 26 : Carte des origines géographiques des jardiniers .....</b>	<b>32</b>
<b>Figure 27 : Photos de parcelles représentatives de l'entretien négligé..</b>	<b>33</b>
<b>Figure 28 : Photo de parcelle où la tôle est utilisée .....</b>	<b>34</b>
<b>Figure 29 : Photo d'un talus peu entretenu .....</b>	<b>34</b>
<b>Figure 30 : Carte des parcelles qui ne sont pas aux normes .....</b>	<b>35</b>
<b>Figure 31 : Photo d'un cabanon "hors normes" .....</b>	<b>35</b>
<b>Figure 32 : Carte de synthèse des propositions d'aménagement .....</b>	<b>39</b>
<b>Figure 33 : Photo des parcelles à niveler.....</b>	<b>40</b>
<b>Figure 34 : Photo d'une auto construction :.....</b>	<b>43</b>
<b>Figure 35 : Photo d'un cabanon original.....</b>	<b>43</b>
<b>Figure 36 et 37: Photos de parcelles, dont l'espace est bien approprié..</b>	<b>44</b>
<b>Figure 38, 39, 40: Photos de cabanons en bois.....</b>	<b>44</b>
<b>Figure 41 : Carte de la nouvelle place des cabanons.....</b>	<b>45</b>
<b>Figure 42 : Carte des différents tissus urbains .....</b>	<b>47</b>

## ANNEXES

---

Annexe 1 : Documents graphiques du projet HRL

Annexe 2 : Extraits du registre des procès-verbaux du Conseil Municipal

Annexe 3 : Le règlement intérieur

Annexe 4 : Article du journal local Le Progrès

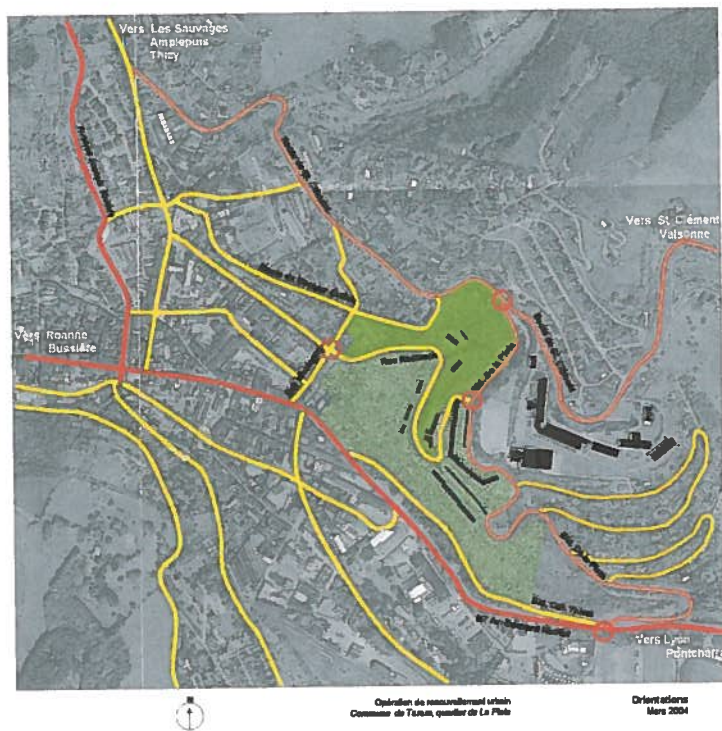
Annexe 5 : Questionnaire

Annexe 6 : Photos des jardins familiaux du Parc de Gerland à Lyon

Annexe 7 : Devis quantitatif et estimatif des travaux de réfection de voirie

## ANNEXE 1

# Les documents du projet de renouvellement urbain du quartier de la Plata



### 1 - Desserte viaire

#### Relation de la Plata avec son environnement

Ce schéma pose la question du statut du boulevard de la Plata ainsi que de la route de St Clément.

Ces deux voies permettent de contourner le centre de l'agglomération pour aller vers Amplepuis. Au cas où cet usage possible s'affirme, le tracé au sein du quartier doit être aménagé pour accueillir une circulation de transit importante sans gêne excessive pour les habitants.

Les hypothèses de tracés et les implantations bâties évoquées dans la suite du document sont fortement influencées par ce paramètre.

Alain Francis HELLARD - Architectes Urbanistes  
Bénédicte Gie / Priscilla TETAZ - Paysagistes

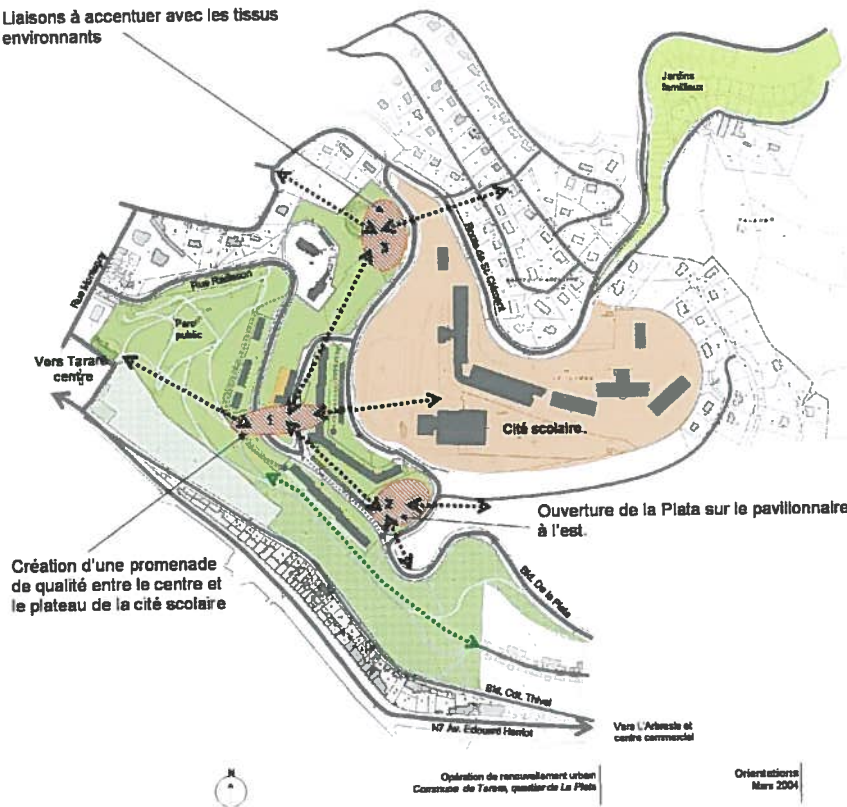
### 1 - Desserte viaire

#### Synthèse



## ANNEXE 1

Liaisons à accentuer avec les tissus environnants



### 2 - Enjeux d'aménagement

#### Centralités du quartier

Trois centralités potentielles tissent de nouvelles relations, au sein du quartier et avec sa périphérie.

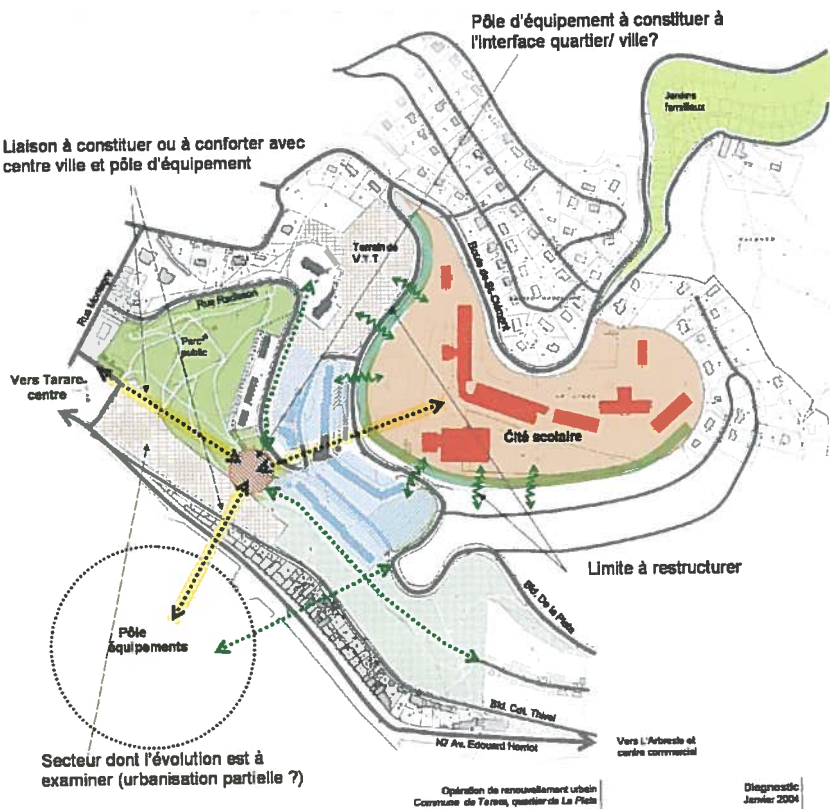
1 : Un espace public fédérateur, relie les deux terrasses (Plata et Frères Lumière). Son statut en fonction des hypothèses d'aménagement est plus ou moins renforcé par un équipement et des commerces. Ce nouvel ensemble ouvre le parc Thivel sur le quartier et facilite la montée des piétons vers la cité scolaire.

2 : Ce square signale l'entrée sur le quartier. Il rythme le boulevard de la Plata et offre une aire de jeux pour les enfants.

3 : Le rôle de cet espace est déterminant dans la mise en place d'un nouvel équilibre entre le quartier de la Plata et les pavillons au nord et à l'ouest. Il peut accueillir en fonction des scénarios un équipement ou des commerces. L'école du quartier de la Plata peut trouver sur ce site une localisation propice à son développement.

### 4 - Enjeux d'aménagement

Liaison à constituer ou à conforter avec centre ville et pôle d'équipement



#### Enjeux généraux

- Repositionner le site de la Plata, dans son rapport à la ville et au tissu pavillonnaire environnant

- Fonder le renouvellement du quartier en s'appuyant sur des composants et dynamiques externes (modalités d'évolution de la cité scolaire, liaisons avec pôles d'équipements de la ville, évolution du foncier disponible, statut public et qualitatif du Parc Thivel.)

- Déterminer un processus évolutif de transformation du quartier; depuis les préconisations d'aménagement jusqu'au renouvellement complet du site (démolition / reconstruction)

- Revaloriser le site géographique et son potentiel qualitatif en déterminant une nouvelle identité résidentielle

- Hiérarchiser le maillage viaire  
- Conforter le maillage piétons

#### Objectifs

- inscrire le site d'habitation de la Plata dans le parc Thivel

- conforter les liaisons du centre ville au lycée de la Plata (connexion rue Radisson et rue de Belfort)

- ouvrir le lycée de la Plata sur sa façade sud

- construire une liaison forte, structurante à l'échelle du site d'habitation de la Plata

- positionner les équipements en fonction des enjeux d'ouverture et de liaisons avec la ville



## EXTRAIT du REGISTRE des PROCÈS-VERBAUX du CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal

s'est réuni en Séance ordinaire, le 16 JUIN 1978  
Convocation du 1<sup>er</sup> juin 1978

Nombre de conseillers en exercice : 27

Présidence de M. VINSON, Maire

Secrétaire élu : M. SELLIER

Présents : MM. VINSON CHALIMONT Mme COLOMBAT MM. BEAL DUFFEY  
DE SAINT JEANJOURDAN PAUTY PIGNARD COHEN ZEPHIR GROLIER TOURNUS  
SELLIER Mlle PEILLON MM. DELAFAYE FAURE LANORE VILAND MOREL LELY  
Mme DAVID M. THIMONIERExcusés : MM. SICRE (pouvoir à M. le Maire) SIMON (pouvoir à  
M. VILAND) ESCOT (pouvoir à M. JOURDAN) CELLE (pouvoir à M. DUFFEY)

Absents : MM. /

publié et affiché le 17 juin 1978

Dans cette séance,

Le programme du Contrat VILLE MOYENNE que vous venez  
d'adopter comprend parmi ses différentes opérations la création  
de Jardins Ouvriers.Nous avons retenu pour cette réalisation un terrain  
propice à cet effet, situé entre la route de Saint Clément et le  
chemin du Bois du Four.Ce terrain a une superficie de 29.685 m<sup>2</sup>, mais notre  
projet n'intéresse que 15.000 m<sup>2</sup>. Ultérieurement, si cela paraît  
nécessaire, la seconde partie du terrain pourra être aménagée  
en jardins également.Pour le moment donc nous envisageons l'acquisition  
d'une parcelle de 15.000 m<sup>2</sup> destinée à la création de 50 lots.  
Les travaux comprendront la création d'une voie de desserte,  
l'alimentation en eau, la préparation des sols, la construction  
d'abris de jardin.La dépense d'ensemble, acquisition comprise, est de  
405.052 F TTC.

Après consultation du dossier, le CONSEIL MUNICIPAL

- adopte l'avant-projet présenté;
- sollicite l'approbation de Monsieur le Préfet;
- sollicite de l'Etablissement Public Régional une subvention aussi importante que possible;
- dit que le financement figure au B.P. 1978 - CHAP. 900.9 art. 232/10;
- dit qu'en dehors de la subvention qui sera accordée pour cette opération, le financement sera couvert par emprunt.

ANNEXE 2

REPUBLIC FRANCAISE  
Pour  
Le Secrétaire Général,

E de TARARE

arrondissement du RHONE

commune de VILLEFRANCHE

N° 4 / 4

## OBJET

VILLE MOYENNE

JARDINS

- Avant-projet  
de subvention

VU

accusé de réception

le 7 JUL 1978

Le Sous-Préfet,

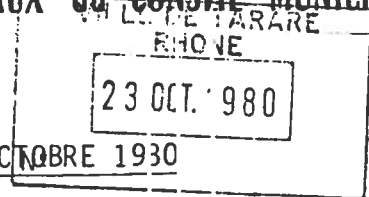
Pour le Sous-Préfet,

l'attaché de Préfecture chargé

Signature  
Date



EXTRAIT du REGISTRE des PROCÈS-VERBAUX du CONSEIL MUNICIPAL



Le Conseil Municipal ~~convocqué~~

s'est réuni en Séance ordinaire, le 6 OCTOBRE 1980  
Convocation du 29.9.1980

Nombre de conseillers en exercice : 27

Présidence de M. VINSON, Maire

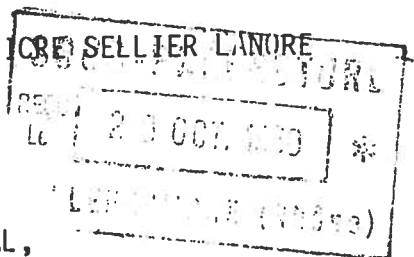
Secrétaire élu : MCOHEN

Présents : MM. VINSON CHALIMONT Mme COLOMBAT MM. BEAL DUFFEY PAUTY  
PIGNARD COHEN ZEPHIR GROLIER TOURNUS SIMON Mlle PEILLON MM. DELAFAY  
CELLE FAURE VILAND MOREL LELY Mme DAVID M. THIMONIER

Excusés : MM. ESCOT (pouvoir à M.le Maire) :

Absents : MM. DE SAINT JEAN JOURDAN S. CRESELLIER L'ANORE

publié et affiché le 7 octobre 1980



Dans cette séance,

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Vu sa délibération du 16 juin 1978 décidant  
la création de jardins ouvriers,

Considérant que les travaux sont achevés  
et qu'il y a lieu de fixer un prix de location,

Considérant que ces jardins seront mis à la  
disposition des Tarariens à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1980;

A l'unanimité

Article 1er- Fixe à 360 F le montant de la location annuelle  
des jardins ouvriers récemment créés.

Article 2- Dit que le montant de cette location sera révisé  
chaque année en fonction des indices du coût de la construction.

Article 3- Dit que le versement de cette somme sera demandé  
par moitié les 1<sup>er</sup> novembre et 1<sup>er</sup> mai de chaque année.



extrait conforme  
Secrétaire Général,

*[Signature]*

ANNEXE 2

VILLE de TARARE

Département du RHONE

arrondissement de VILLEFRANCHE

N° 1

OBJET

NS OUVRIERS :  
ion annuelle

## ANNEXE 3

### REGLEMENT INTERIEUR "JARDINS OUVRIERS"

1°) Les parcelles sont de 250 m<sup>2</sup> environ. Chaque jardin est loué par la Mairie de TARARE pour un an et exclusivement à usage de potager.

L'autorisation d'en disposer est renouvelable au 1er Mai par tacite reconduction. L'abandon ou la radiation doivent être fait à la Mairie avant le 1er Avril.

Dans la mesure du possible, il est tenu compte de la situation familiale du demandeur, qui peut voir sa demande refusée, s'il dispose déjà d'un autre jardin soit sur le lieu d'habitation, soit en location.

La mise à disposition des parcelles est accordée uniquement aux habitants de Tarare. Les cas exceptionnels seront examinés par la Commission et si litige la Municipalité.

2°) Une cotisation annuelle sera demandée d'avance à chaque bénéficiaire de parcelle. Le versement de cette cotisation se fera en deux parties ; l'une pour le 1er Mai, l'autre pour le 1er Novembre de chaque année.

La cotisation de base, sera fixée par le Conseil Municipal, elle sera révisable chaque année en fonction de l'indice du "Coût de Construction".

3°) La parcelle doit être immédiatement mise en culture et le jardin doit être tenu propre.

Chaque occupant respectera les limites de sa parcelle sans déborder sur celle des voisins ou sur la voie deserte.

La commission récemment constituée aura pour mission de surveiller que les clauses précises de ce règlement soient respectées. En cas de litige important, les membres de cette dite Commission, devront par un rapport écrit faire état de ces difficultés aux Services Techniques de la Mairie.

La Commission ou la Municipalité, en cas de litige, examinera ces différents et se donne le droit après un second avertissement de sanctionner par le retrait de la parcelle jardin.

ANNEXE 3

### ANNEXE 3

4°) Les allées de desserte et les abords des jardins seront tenus propres et ne serviront pas de dépôts aux cailloux ou détritiques de toute sorte. Ceux-ci seront évacués par les soins du locataire de la parcelle ainsi que tout autre déchets, aux endroits réservés à cet effet.

5°) Sont exclues toutes constructions non esthétiques ou gênant l'environnement ainsi que les ruches et chenils.

Sont tolérés les constructions de clapiers et volières à condition que les normes correspondent à celles souhaitées par la Commission et que les matériaux soient identiques à ceux de l'abri.

Les chiens seront admis en la présence de leurs maîtres à condition qu'ils soient tenus en laisse ou qu'ils soient attachés.

6°) Un état des lieux sera procédé pour les nouveaux locataires, dès l'inscription ou la radiation.

7°) La sous location de la parcelle à une autre personne est interdite.

8°) L'eau sera distribuée à partir du réseau par branchements individuels. Chaque titulaire d'un lot devra acquitter chaque année le montant de la consommation effective de son compteur et le prix de location de celui-ci. Le locataire est responsable du compteur et devra prendre toutes dispositions pour éviter le gel et les détériorations de toute nature. Il devra prendre également toute assurance contre un éventuel dégât des eaux et contre l'incendie de l'abri.

9°) Toute personne quittant la commune perd son droit au jardin. Cependant une possibilité lui est donnée de faire sa récolte en fixant les dates de départ soit au 1er Mai, soit au 1er Novembre.

10°) Sur demande, un locataire peut se voir attribuer en location une parcelle en friche, après avis de la Commission.

11°) Les abris de jardins sont la propriété de la Ville de TARARE. Ils ne devront subir aucune dégradation, ni modification. Le petit entretien sera à la charge du locataire. Les coloris des parties peintes sont déterminés par la Municipalité.

ANNEXE 3

### ANNEXE 3

12') La circulation des véhicules, de même que le stationnement sont autorisés sur la voie de desserte à condition de respecter le coté stationnement.

13') Le lavage des voitures est interdit.

14') Chaque parcelle étant bordée d'un talus, le locataire emménagera par ses propres moyens un escalier d'accès à son lot.

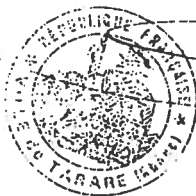
15') Sont autorisés les aménagements suivants aux frais de l'occupant et après en avoir reçu l'accord de la Commission et des services Techniques de la Ville :

- a) - Construction d'une clôture grillage dont la hauteur ne devra pas dépasser 1m.
- b) - Plantation d'une haie dont la hauteur ne devra pas dépasser 1m, les épineux sont interdits.
- c) - Plantation de deux arbres au maximum par lot sous réserve que l'ombre projetée par les arbres ne gêne pas dans l'avenir les lots voisins.
- d) - Aménagement d'une plateforme de 20m<sup>2</sup> maximum devant l'abri.
- e) - Construction d'un auvent prolongeant l'abri à condition que les dimensions de cet auvent n'excèdent pas 7 m<sup>2</sup>. Les matériaux employés seront une charpente métallique légère avec couverture fibro-ciment de teinte analogue à celle de l'abri ou une couverture onduline translucide. L'auvent devra être peint de la même teinte que l'abri.

Fait à TARARE, le 1er Mars 1990

Le Député-Maire,

J. BESSON



ANNEXE 3

TARARE

# Jardins ouvriers : halte aux extensions sauvages

spaces de détente, d'accord ; constructions hétéroclites et saleté, non. La municipalité, après avoir vainement tenté de dialoguer avec les locataires des jardins ouvriers, leur a posé un dernier ultimatum pour qu'ils se conforment enfin au règlement intérieur.

La municipalité est lasse. Notamment Pascale Paillason, adjointe chargée entre autres des jardins ouvriers où le règlement intérieur n'est pas respecté. Une situation qui n'est pas nouvelle. « Nous ne voulons pas gérer ni la philosophie ni le mode de fonctionnement des jardins ouvriers », se l'élue, ces lieux permettent à des citoyens de cultiver légumes, de prendre l'air, voire de passer des moments agréables autour d'un feu. Simplement, beaucoup d'abus ont été perpétrés intriguant les personnes qui y sont à proximité. Leur environnement est gâché par la vue de ces jardins où il est fait tout ce qu'il n'importe quoi. »

## Une réunion avec les locataires

C'est vrai qu'au fil des ans les jardins ont pris des initiatives de plus en plus heureuses. Pascale Paillason révèle : « Nous avons commencé à faire des réunions en novembre 2001 avec les locataires pour leur expliquer qu'ils devaient se conformer au règlement intérieur avant le 30 mai 2003. La première fois, nous avons invité par groupes, nous sommes allés aux jardins avec eux pour leur montrer ce qui n'allait pas : les extensions sauvages en particulier. » Ils ont doublé, voire triplé la surface. Les mêmes ou

d'autres ont érigé des cheminées inesthétiques, mais surtout installé dans les cabanons des bidons qui leur servent de poêle, ce qui peut apparaître comme dangereux.

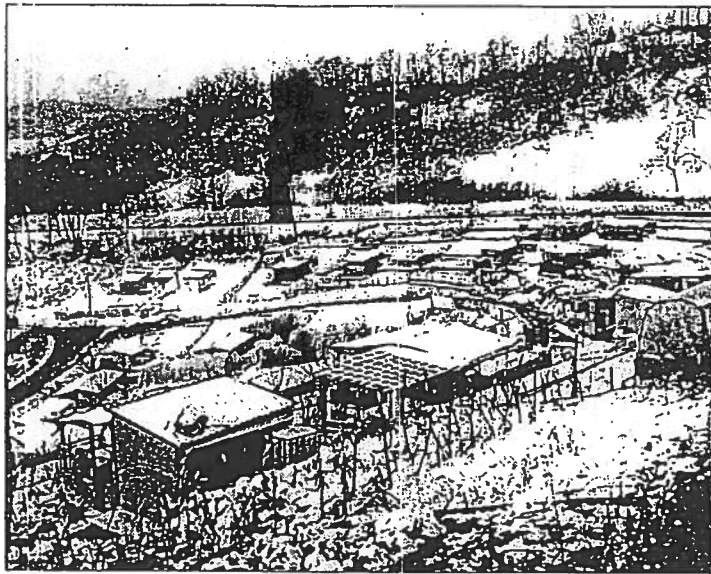
On peut en effet tout imaginer : que la construction s'embrase, qu'un enfant soit asphyxié ou brûlé... Il y a aussi le ravinement des terrains qui s'accélère car des occupants ont aménagé de petites plates-formes, la ter-

re étant retenue par des tôles. Résultat : à force de creuser les talus, l'eau coule et burine les sols. « Après on se demande pourquoi les voiries ne sont pas aménagées... Ce serait peine perdue, déplore l'adjointe, ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé d'instaurer un dialogue. Nous ne sommes pourtant pas très exigeants. Par exemple nous tolérons les auvents déjà installés dans la mesure où ils sont

pourvus d'un vrai toit et de piliers. » En automne 2002, le groupe de travail mis en place pour régler les problèmes se sont aperçus que 80% des locataires n'avaient rien fait. Ils avaient pourtant eu un courrier. Une nouvelle réunion a alors été organisée, mais cette fois en présence du maire Robert Lamy, mieux suivi que les précédentes.

## Dernier délai le 1<sup>er</sup> mai

Le maire s'est montré très ferme. Il a d'ailleurs annoncé aux réfractaires que si rien n'était fait, leur parcelle leur serait retirée à compter du 1<sup>er</sup> mai 2003. « Nous allons déjà récupérer la parcelle la plus sale, poursuit Pascale Paillason, la débarrasser de ses congélateurs vides, de ses poignées de fortune. » En fait les différents courriers envoyés servaient de lettres d'avertissement, ce qui était notifié. Le dernier constituait le 3<sup>e</sup> et donc le dernier. « Je suis un peu désabusée mais non découragée, conclut l'élue, d'autant plus que ces occupants ont tout de même déjà joué le jeu. Ils en ont d'ailleurs été remerciés. Pour les autres, les sanctions tomberont inévitablement, ce dont ils ne semblent pas se rendre compte. C'est dommage car ils passent de bons moments là-haut »...



Les parcelles seront retirées aux locataires récalcitrants à compter du 1<sup>er</sup> mai 2003.

L. DE RANCOURT

## QUESTIONNAIRE

### Vous et votre famille

Situation familiale :

- ☐ Célibataire ☐ En couple  
☐ Avez-vous des enfants ?  
 Si oui, combien ?

Situation professionnelle :

- ☐ Vous exercez une activité ☐ Retraité  
☐ Chômeur ☐ Autre Précisez :

Votre logement

- ☐ Individuel ☐ Collectif  
 Si oui, logement HLM ? ☐ oui ☐ non

Votre quartier d'habitation :

- ☐ La Plata ☐ Centre  
☐ La Plaine

### Vous et le jardinage

A quelle fréquence vous rendez-vous à votre jardin ?

- ☐ Moins d'une fois par mois ☐ Plus d'une fois par mois  
☐ Plus d'une fois par semaine ☐ Quotidiennement

Votre potager représente davantage pour vous :

- ☐ Un plaisir ☐ Un besoin économique

Avez-vous une culture principale ?

Quelle utilisation faites-vous des engrais et fertilisants ?

### Votre parcelle

Comment vous rendez-vous sur votre parcelle ?

- ☐ En voiture ☐ A pied ou à vélo  
☐ Autre Précisez :

Votre abri : quelle utilisation en faites-vous ?

- ☐ Rangement des outils exclusivement ☐ Lieu de repos aménagé (tables, chaises...)  
☐ Autre Précisez :

L'avez-vous agrandi ?

- ☐ Oui ☐ Non

A quoi accordez-vous le plus d'importance sur votre parcelle ?

- ☐ A la surface cultivable ☐ A votre abri

Jugez-vous la pente de votre parcelle comme un inconvénient par rapport à vos cultures ?

- ☐ Oui ☐ Non

ANNEXE 5  
Où se situe votre parcelle ?

- ☐ Rangée du haut  
☐ Rangée du bas

☐ Rangées du milieu

Que faites-vous de vos déchets ?

- ☐ Déchetterie  
☐ Utilisation de l'emplacement réservé

☐ Compost

Avez-vous un système de récupération des eaux pluviales ?

☐ Oui

☐ Non

### Votre opinion

Jugez-vous le règlement adapté ?

☐ Oui

☐ Non

Le respectez-vous ?

☐ Oui

☐ Non

Si non, pourquoi ?

Etes-vous attaché à la qualité paysagère du site ?

☐ Oui

☐ Non

☐ Sans opinion

Etes-vous attaché à la qualité environnementale du site ?

☐ Oui

☐ Non

☐ Sans opinion

Jugez-vous que la gestion actuelle des jardins par la commune est satisfaisante ?

☐ Oui

☐ Non

☐ Sans opinion

Si non, que proposeriez-vous pour améliorer la situation ?

Etes-vous engagé dans une association ?

☐ Oui

☐ Non

Jugez-vous utile la création d'une association pour améliorer la gestion des jardins ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, seriez-vous prêts à vous y engager ?

☐ Oui

☐ Non

☐ Sans opinion

Si non, pourquoi ? (manque de temps, pas l'envie...)

Avez-vous créé des liens avec vos voisins de parcelle ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, y attachez-vous une importance ?

Avez-vous des remarques à ajouter ?

## ANNEXE 6



Bienvenue dans le monde  
merveilleux des jardins familiaux  
du Parc de Gerland à Lyon



ANNEXE 6

# TARARE

Ville de TARARE

SERVICES TECHNIQUES

**SUBVENTION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR**  
**POUR REPARATION DES DOMMAGES AUX BIENS NON ASSURABLES**

**Jardins Familiaux**

**DEVIS QUANTATIF ET ESTIMATIF**

n° prix	Désignation	Quant.	Unit.	EUROS	
7	Fouille pour terrassement d'ouvrages	170	m3	12,96 €	2 203,20 €
9	Chargement et transport	170	m3	6,86 €	1 166,20 €
11	Règlage compactage fde chaussée	1805	m²	1,07 €	1 931,35 €
13	Fourniture Transport Mise Oeuvre TV 0/40	440	T	15,09 €	6 639,60 €
14	Grave 0/20	162	T	16,77 €	2 716,74 €
18	Fouille en tranchée	5	m3	29,73 €	148,65 €
22	Sable pour enrobage analisation et lit de pose	3	T	22,56 €	67,68 €
24	Canalisations circulaires en PVC CR8				
24-3	D 200	10	ml	35,98 €	359,80 €
34	Confection de caniveau à grille				
34.4	Caniveau à grille de largeur 0,30	4	ml	152,45 €	609,80 €
38	Découpe de matériau de chaussée scie/bêche automatiq.	25	ml	4,57 €	114,25 €
57	Revêtement tricouche	1805	m2	3,96 €	7 147,80 €
82	Mise à la cote regard à grille	3	u	114,34 €	343,02 €
83	Mise à la cote de bouche à clé	42	u	38,11 €	1 600,62 €

**Total hors taxes :** 25 048,71 €  
**arrondi à :** 25 100,00 €

**T.V.A. à 19,6 % :** 4 919,60 €

**TOTAL T.T.C.** 30 019,60 €

A TARARE, LE 5 AVRIL 2004

Dressé par l'Ingénieur Chef des  
 Services Techniques de la Ville de Tarare  
 Jacques WATHELET